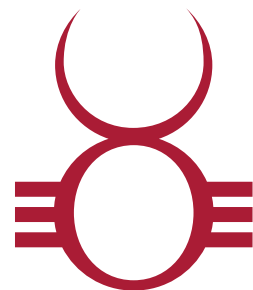


RAPPORT ANNUEL 2017



BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017



ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA



RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2017

1. TABLEAU D'ENSEMBLE
2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance



THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA

1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA
 - 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
 - 1.2. Le marché du crédit au logement
 - 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
 - 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable
2. REVUE DU PORTEFEUILLE DE PROJETS ROUTIERS FINANCES
 - 2.1. Les composantes du Projet
3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET
4. CONCLUSION

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

MESSAGE DU PRÉSIDENT

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



En 2017, l'Afrique subsaharienne a amorcé une reprise de la croissance économique, en profitant notamment d'une croissance mondiale plus forte, d'une progression des prix des produits de base, de même que d'une amélioration de l'accès aux marchés. La croissance de l'activité y a été de 2,8% contre 1,4% en 2016.

Au niveau de l'UEMOA, les performances économiques se sont consolidées. Le taux de croissance du PIB est ressorti à 6,7%, après 6,5% en 2016, reflétant le dynamisme des activités commerciales, celui des services et des BTP, de même qu'une bonne tenue de la production agricole dans la plupart des Etats membres.

C'est dans ce contexte que la BOAD a poursuivi son soutien aux économies de l'Union, avec la mise en place de concours d'un montant global de 557,6 milliards FCFA,

en hausse de 11,4% par rapport à 2016. Les financements à long ou moyen terme se sont établis à 477,9 milliards FCFA, et 71,1 milliards FCFA ont été consacrés à des opérations de court terme, celles-ci visant à mieux accompagner les opérateurs économiques dans la diversité de leurs besoins de financement. Des participations ciblées, pour un montant de 8,6 milliards FCFA, ont également été prises au capital de banques et d'entreprises.

Ces différents financements contribueront à la réalisation d'importants projets d'investissements, dans des domaines prioritaires tels que l'énergie, l'agriculture, le transport, les infrastructures routières, portuaires ou aéroportuaires, ou encore la maîtrise du cycle d'exploitation des entreprises.

Au nombre des opérations de l'exercice, il y a un projet régional de promotion de l'habitat social, que la BOAD a mis en route avec le soutien du Groupe de la Banque mondiale. En effet, face aux difficultés qui entravent l'accès au logement du plus grand nombre des ressortissants de l'Union, la Banque a œuvré à l'avènement du projet UEMOA / Banque mondiale de promotion du financement de l'habitat "abordable". Ledit projet a notamment pour objectif i) la promotion, sur cinq (05) ans, de 50.000 nouveaux prêts hypothécaires à vocation sociale, ii) l'offre d'une assistance technique visant une amélioration du savoir-faire régional en matière d'ingénierie technique et financière applicable aux programmes nationaux de logements sociaux. Les conventions signées ont porté sur un montant global de

SOMMAIRE
MESSAGE DU PRÉSIDENT
TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017
FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE
**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
LISTE DES ANNEXES
ANNEXES

155 millions \$US, dont 130 millions \$US ont été empruntés par la BOAD, auprès de la Banque mondiale, puis rétrocédés à la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA), qui sera la cheville ouvrière de ce projet. Quant aux 25 millions \$US complémentaires, ils ont été mobilisés sous la forme d'un don logé auprès de la Commission de l'UEMOA.

Les nouveaux financements accordés en 2017 portent le cumul des engagements nets de la Banque à 4914,8 milliards FCFA au 31 décembre 2017, pour 1107 opérations.

En ce qui concerne les décaissements de l'exercice, ils ressortent à 309,6 milliards FCFA et portent le cumul à 3082 milliards FCFA, soit un taux de décaissements cumulés de 62,7%.

En matière de mobilisation de ressources, la Banque a réalisé sa deuxième émission d'emprunt sur le marché financier international. L'opération a porté sur un montant de 850 millions \$US, soit 479,3 milliards FCFA, pour une maturité de 10 ans. Elle a été facilitée par le rating Investment grade dont jouit la BOAD depuis 2015. Par ailleurs, quatre conventions bilatérales ont été signées avec des partenaires, pour 233 millions d'euros (152,8 milliards FCFA).

Au cours de l'exercice, la Banque a également obtenu ses premiers résultats en matière de mobilisation de ressources de don auprès de fonds environnementaux

(le FEM et le FA notamment). 6,2 milliards FCFA ont ainsi été recueillis, pour le financement de « projets climat », dans le domaine des énergies renouvelables et celui de l'agriculture climato-intelligente.

Au plan interne, la conduite du chantier portant sur la mise en place d'un dispositif ad hoc de pilotage financier se poursuit.

Le résultat de l'exercice a été bénéficiaire de 13,2 milliards FCFA, contre 10,5 milliards FCFA à fin 2016 (+25,7%). Il vient en renforcement des fonds propres.

En 2018, la Banque célébrera son 45ème anniversaire. La commémoration sera placée sous le signe de réflexions relatives aux énergies renouvelables, au solaire en particulier.

Pour terminer, je voudrais renouveler mes vifs remerciements à l'endroit des Hautes Autorités des Etats membres, pour le fort soutien qu'elles apportent à la BOAD. Mes remerciements vont également à l'endroit des partenaires de l'institution, pour l'assistance technique et financière mise à disposition. Au personnel de la Banque, enfin, je voudrais adresser des mots de reconnaissance, mais aussi d'exhortation à la recherche du progrès dans tous les domaines de la vie de l'institution.

CHRISTIAN ADOVELANDE
Président de la BOAD

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

AFD : Agence Française de Développement	FED : Fonds Européen de Développement
AFNOR : Association Française de Normalisation	FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial
AFRACA : Association Africaine de Crédit Rural et Agricole	FIRST : Initiative pour la réforme et le renforcement du secteur financier
AIBD : Aéroport International Blaise Diagne	FMI : Fonds Monétaire International
APBEF : Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers	IDH : Indice de Développement Humain
BAD : Banque Africaine de Développement	IRED : Initiative Régionale pour l'Energie Durable
BADEA : Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique	Mds FCFA : Milliards Francs CFA
BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest	ODD : Objectifs de Développement Durable
BEI : Banque Européenne d'Investissement	OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
BID : Banque Islamique de Développement	PCA : Plan de Continuité des Activités
BIDC : Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO	PCD : Programme Communautaire de Développement de la CEDEAO
BOAD : Banque Ouest Africaine de Développement	PER : Programme Economique Régional
BTP : Bâtiments, Travaux Publics	PIB : Produit Intérieur Brut
CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	PIR : Programme Indicatif Régional
COP : Conférence des Parties	PME : Petites et Moyennes Entreprises
CRC : Centre Régional de Collaboration	PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
CRRH-UEMOA : Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA	PPDU : Unité de préparation et de développement des projets d'infrastructure
FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	PPP : Partenariat Public-Privé
FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine	SAP : Systems, Applications and Products for data processing
FDC : Fonds de Développement et de Cohésion	SFD : Système de Financement Décentralisé
FDE : Fonds de Développement Energie	UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
	URDPPP : Unité Régionale de Développement de Projets en Partenariat Public-Privé

TABLEAU SYNOPTIQUE ET LES FINANCEMENTS 2017

SOMMAIRE
 MESSAGE DU PRÉSIDENT
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE
**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
 DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

Date de création	14 novembre 1973 Démarrage des activités opérationnelles en 1976
Actionnaires	- Etats membres de l'UEMOA : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo - BCEAO (Banque centrale) - Actionnaires non régionaux : BAD, BEI, France, Belgique, Allemagne, EXIM BANK de l'Inde, République Populaire de Chine, Royaume du Maroc
Mission	Promouvoir le développement équilibré des Etats membres et contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest
Vision	BOAD : une banque de développement forte, pour l'intégration et la transformation économiques en Afrique de l'Ouest
Capital autorisé au 31/12/2017	1 155 milliards FCFA
Capital souscrit au 31/12/2017	1 103,6 milliards FCFA
Total bilan au 31/12/2017	2 653,2 milliards FCFA
Effectif opérationnel de la Banque au 31/12/2017	276 agents
Financements en 2017	60 opérations pour un total de 557,6 milliards FCFA, sous forme de :
	Prêts directs : 420,4 milliards FCFA, soit 75%
	Prêts indirects : 128,6 milliards FCFA soit 23%
	Participations : 8,6 milliards FCFA, soit 2%
	Répartition des financements au plan sectoriel :
	Secteur non marchand : 173,7 milliards FCFA, soit 31,2% (26 opérations)
	Secteur public marchand : 162,8 milliards FCFA, soit 29,2% (12 opérations)
	Secteur privé : 221,1 milliards FCFA, soit 39,6% (22 opérations)
	Répartition des financements selon la catégorie
	Projets nationaux : 380,8 milliards FCFA, soit 68,3%
	Projets régionaux : 176,8 milliards FCFA, soit 31,7%
Approbations cumulées 1976 - 2017	4 914,8 milliards FCFA pour 1 107 opérations

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

28 février

**Organisation d'un atelier régional
sur le logement "abordable"**

La Banque mondiale, la Facilité FIRST Initiative, la BOAD et la CRRH-UEMOA ont organisé, le mardi 28 février au siège de la BOAD à Lomé (Togo), un atelier régional de validation d'une étude sur le financement du logement abordable dans les Etats membres de l'UEMOA.

Les conclusions de cette étude sont présentées dans la partie II du présent rapport annuel.

Ont participé à l'atelier, des Ministres et d'autres représentants des Etats membres de l'Union, des représentants d'institutions communautaires, de l'APBEF, d'associations professionnelles des SFD, de même que des promoteurs immobiliers opérant dans l'UEMOA.

25 au 31 mars

**Participation de la BOAD à la 12^{ème} Conférence des
Parties à la Convention d'Abidjan**

Du 25 au 31 mars, la Banque a participé à la 12^{ème} Conférence des parties à la Convention d'Abidjan. L'Initiative est relative à la gestion ainsi qu'à la mise en valeur de l'environnement marin et côtier de la Côte Atlantique, pour les sous-régions Afrique de l'Ouest, Centre et Sud.

En marge de l'événement, la Banque a pris part à l'atelier du West Africa Coastal Areas (WACA) Management

Program (programme de gestion du littoral ouest africain), lequel s'est tenu du 25 au 26 mars.

Le programme régional WACA est conçu comme un plan structurant, qui devrait aboutir à des projets d'investissements multisectoriels d'adaptation au changement climatique. Quelques projets de cette nature sont déjà en préparation.

Cinq pays de l'UEMOA sont parties prenantes du programme WACA et de la Convention d'Abidjan. Il s'agit du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau, du Sénégal et du Togo.

La BOAD pourrait servir d'entité de mise en œuvre de projets régionaux financés dans le cadre du programme WACA.

30-31 mars

Co-organisation d'un atelier de l'AFRACA

Avec le Secrétariat général de l'AFRACA, la BOAD a co-organisé à son siège, les 30 et 31 mars, un atelier dont l'objectif était d'échanger sur les principales conclusions d'une étude de faisabilité portant sur une formation en finance agricole à destination des membres francophones de l'AFRACA. Une telle formation est envisagée à l'instar de ce qui se fait à la Kenya School of Monetary Studies (KSMS) pour les membres anglophones. L'étude aboutira à la mise en place d'un certificat professionnel en finance agricole.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Ont pris part à l'atelier, des gouverneurs de banques centrales, des représentants d'institutions bancaires et d'établissements financiers, des PTF (AFD, FAO, ADA, ...), etc.

Il est envisagé que la BOAD abrite la formation en finance agricole pour les membres francophones de l'AFRACA

La rencontre a été précédée d'une table ronde des gouverneurs de banques centrales. A cette occasion, les gouverneurs ont procédé à un partage d'expériences en ce qui concerne les modèles de finance agricole et la couverture des risques. Ils ont également échangé sur les investissements d'impact.

12 juin

La BOAD arrange un financement de 84,8 millions d'euros pour la construction d'une centrale thermique de 90 MW à Kayes, par la Société Albatros Energy Mali

Dans le cadre de son soutien à la production indépendante d'énergie dans l'UEMOA, la BOAD, en qualité d'arrangeur principal et de prêteur, a mobilisé 84,8 millions d'euros (55,6 milliards FCFA) en faveur de la société Albatros Energy Mali, pour la construction d'une centrale thermique de 90 MW à Kayes. Le closing du financement est intervenu le 12 juin.

Les concours bancaires syndiqués par la BOAD représentent environ 70% du coût total du projet, qui s'élève à 123 millions d'euros.

Le projet permettra d'augmenter d'environ 25% les capacités de production d'électricité du Mali. Il contribuera à résorber le déficit énergétique du pays, à accroître le taux d'accès à l'électricité, et à réduire le coût de production de l'électricité.

20 juillet

2^{ème} émission de la BOAD sur le marché financier international

La Banque a procédé au lancement d'un 2^{ème} eurobond en juillet 2017. La nouvelle opération a permis de mobiliser 850 millions de dollars, sur une maturité de 10 ans. Les obligations ont été émises avec un taux de rendement de 5,25% et un coupon annuel de 5%. L'opération a ensuite fait l'objet d'un swap en euro.

06 au 16 septembre

Participation à la 13^{ème} Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD)

La BOAD a participé à la COP 13 de la CNULCD, à Ordos (Chine). La conférence a adopté 37 décisions liées à la

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

désertification, à la dégradation des terres, la sécheresse, la neutralité de la dégradation des terres, de même qu'à l'alignement des objectifs et programmes d'action de la Convention sur les Objectifs du Développement Durable des Nations Unies (ODD).

Cette conférence a surtout connu le lancement du Fonds LDN (Land Degradation Neutrality), dédié au financement du secteur privé dans le cadre de la neutralité en termes de dégradation des terres.

07 septembre

Lancement officiel du modèle d'évaluation comparative de l'URDPPP

L'URDPPP, logée dans les locaux de la BOAD, a procédé au lancement ainsi qu'à une remise officielle, aux Etats membres de l'UEMOA, d'un modèle financier d'évaluation comparative, un outil d'aide à la décision en matière de PPP.

Une cérémonie de lancement tenue à Lomé au siège de la BOAD, le 07 septembre, a connu la participation des huit Responsables de Cellules PPP Nationales, de même que celle de représentants d'institutions telles que la BAD, l'AFD, la BIDC, la Commission de l'UEMOA et le PPDU.

02 octobre

Journées AFD/BOAD

Le Groupe de l'AFD est l'un des premiers partenaires financiers de la BOAD. Dans le cadre de l'approfondissement de leur coopération, les deux institutions organisent périodiquement, et alternativement à Paris puis Lomé, des rencontres auxquelles prennent généralement part leurs premiers responsables. Lesdites rencontres ont pour objet le partage d'expériences et la recherche de voies de renforcement du partenariat.

La dernière édition de ce type de rencontres a eu lieu le 02 octobre à Paris, au siège de l'AFD.

23 octobre

Signature de conventions relatives au financement partiel du projet d'implantation et d'exploitation d'une centrale photovoltaïque de 50 MWc en BOOT à Kita au Mali

Le projet concerné a pour objectif la mise en place et l'exploitation de la plus grande centrale photovoltaïque d'Afrique de l'Ouest. Il permettra d'alimenter environ 92 000 foyers par an, tout en évitant l'émission annuelle de 51 744 tonnes de CO2.

Avec la signature des conventions de prêt y relatives, la Banque réaffirme son engagement à financer des projets

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

d'énergies renouvelables contribuant à la réduction d'émissions de gaz à effet de serre ou d'autres formes de pollution.

06 au 17 novembre

Participation à la 23^{ème} Conférence des Parties à la CCNUCC

La Banque a participé à la 23^{ème} Conférence des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CoP23), tenue du 06 au 17 novembre à Bonn (Allemagne). Cette participation s'est faite en sa double qualité d'observateur et d'institution de financement d'activités climat.

Les Parties ont adopté 31 décisions, dont 24 dans le cadre de la Conférence des Parties et 7 dans le cadre des Parties au Protocole de Kyoto (CMP).

A cette CoP23, la Banque a eu plusieurs rencontres bilatérales ou multilatérales. Elle a également co-organisé un side-event, sur la problématique du financement des Contributions Déterminées au niveau National (CDN). Les partenaires à l'initiative ont été la Commission de l'UEMOA, la CEDEAO, le CILSS et l'IFDD.

30 novembre

Le FEM approuve techniquement la note conceptuelle d'un projet de gestion de déchets ayant la BOAD comme entité d'implémentation

Réuni en novembre 2017, au titre de sa 53^{ème} session, le Conseil d'Administration du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) a approuvé la note conceptuelle d'un projet soumis par la BOAD. Il s'agit d'un projet régional de gestion durable de déchets et de réduction d'émissions d'UPOPS ainsi que de Mercure, dans six pays de l'UEMOA.

Le coût global du projet est d'environ 49,6 milliards FCFA. Le FEM apporte un appui sous forme de don, pour 9,2 milliards FCFA, la BOAD et d'autres bailleurs mettent en place des cofinancements de 34,5 milliards FCFA et les pays bénéficiaires participent à hauteur de 6,4 milliards FCFA.

Le projet contribuera à la promotion d'une économie circulaire dans le domaine de la gestion de toutes formes de déchets solides.

07 décembre

Participation à l'inauguration de l'Aéroport international Blaise Diagne (AIBD) de Dakar

Le Président de la République du Sénégal, S.E. Macky Sall, entouré notamment de ses pairs du Gabon, de la

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Guinée Bissau et de la Gambie, a procédé le 07 décembre à l'inauguration de l'AIBD.

D'un coût global de 424 milliards FCFA et d'une capacité de 3 millions de passagers / an, extensible à 10 millions, l'infrastructure a été cofinancée par la BAD, la BID, l'AFD, le Fonds saoudien pour le développement (FSD), le Fonds de l'OPEP, l'IDC et la BOAD. La Banque y a contribué pour 17 milliards FCFA, sous la forme d'un prêt.

Avec cette réalisation, le Sénégal dispose d'un aéroport plus moderne, plus sûr et à la pointe de la technologie. L'infrastructure permettra à Dakar d'absorber plus aisément un volume croissant de trafic aérien.

11 - 12 décembre

La BOAD adhère à l'initiative Climate Action in Financial Institutions

En marge du « One Planet Summit », tenu à l'occasion du deuxième anniversaire de l'Accord de Paris sur le Climat, la BOAD a participé au « Mainstreaming » conjointement organisé par l'AFD et l'IDFC (International Development Finance Club). Au cours de l'évènement, la BOAD a adhéré à l'initiative Climate Action in Financial Institutions, lancée en 2015 à la COP 21.

L'initiative visée regroupe plus d'une trentaine d'institutions financières publiques et privées, qui s'engagent

à mettre en œuvre cinq principes volontaires pour l'intégration du climat dans les stratégies, programmes et opérations, en vue d'obtenir de meilleurs résultats durables à court, moyen et long termes.

Les principes visés sont : i) l'élaboration d'une stratégie climatique, ii) la gestion des risques climatiques, iii) la promotion d'objectifs intelligents face au climat, iv) l'amélioration de la performance climatique, v) une restitution publique de son action climatique. Ces principes ont pour but d'aider les institutions financières à soutenir le développement à faible intensité de carbone et résilient au climat.

13 - 14 décembre

Participation à la table ronde du Niger sur le financement du Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017-2021

Les 13 et 14 décembre, la BOAD a participé à la Table ronde des partenaires du Niger pour le financement du PDES.

Organisée par le Gouvernement du Niger, avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers tels que la Banque mondiale, la manifestation visait à mobiliser les partenaires du pays, de même que d'autres investisseurs publics et privés, autour du financement du PDES.

SOMMAIRE
 MESSAGE DU PRÉSIDENT
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
 ET SOCIAL**

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE
**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
 DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
 LISTE DES ANNEXES
 ANNEXES



Travaux sur un chantier
 d'électrification (Guinée Bissau)

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Depuis sept ans, les performances économiques de la zone UEMOA sont encourageantes et supérieures à celles de l'Afrique subsaharienne. L'activité économique a été en hausse dans tous les États membres, portée par une amélioration des performances dans tous les secteurs.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL****1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL****2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La reprise de l'économie mondiale continue de s'affermir, en liaison avec l'augmentation de l'investissement, du commerce et de la production industrielle. La croissance économique mondiale s'est ainsi établie à 3,6% en 2017 contre 3,2% en 2016. La relance économique est observée aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement.

Dans les pays développés, l'activité a progressé de 2,2% en 2017, contre 1,7% en 2016, portée par la consolidation de la consommation, la poursuite de l'investissement, et le dynamisme de la demande extérieure.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance économique a atteint 4,6%, contre 4,3% en 2016, sous l'impulsion du dynamisme de l'économie chinoise (6,8% en 2017 contre 6,7% en 2016).

L'Afrique subsaharienne affiche une amélioration en 2017, avec toutefois un niveau inférieur à celui de 2015 (cf. graphique 1). La croissance y est ressortie à 2,6%, contre 1,4% en 2016, en raison notamment du redressement de la production pétrolière, de la vigueur du secteur agricole et de la bonne tenue des services.

S'agissant des prix à la consommation, ils ont, dans les pays avancés, connu une légère remontée en 2017. Dans

ces pays, le taux d'inflation est ressorti à 1,7% contre 0,8% en 2016 et 0,3% en 2015. En revanche, dans les pays émergents et en développement, le taux d'inflation s'est quelque peu replié, en s'établissant à 4,1% en 2017 contre 4,3% en 2016 et 4,7% en 2015.

Sur les marchés des changes, la monnaie européenne s'est légèrement appréciée par rapport au dollar des Etats-Unis (+0,81%) et au franc suisse (+0,65%) ; l'appréciation est plus sensible par rapport au yen japonais (+4,14%) et à la livre sterling (+6,92%). La monnaie britannique continue de subir les effets du Brexit. Au nombre des monnaies des pays émergents, le renminbi chinois a continué de se déprécier (-3,05%) tandis que le rand sud-africain s'est redressé de 9,85% sur la période. Sur le marché ouest-africain, le franc CFA s'est renforcé par rapport aux principales monnaies de la sous-région.

Les perspectives pour 2018 sont favorables, aussi bien en ce qui concerne l'environnement économique international, qu'à l'échelle des Etats membres de l'UEMOA. La croissance mondiale devrait poursuivre son redressement, pour se situer à 3,7%.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**


- 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

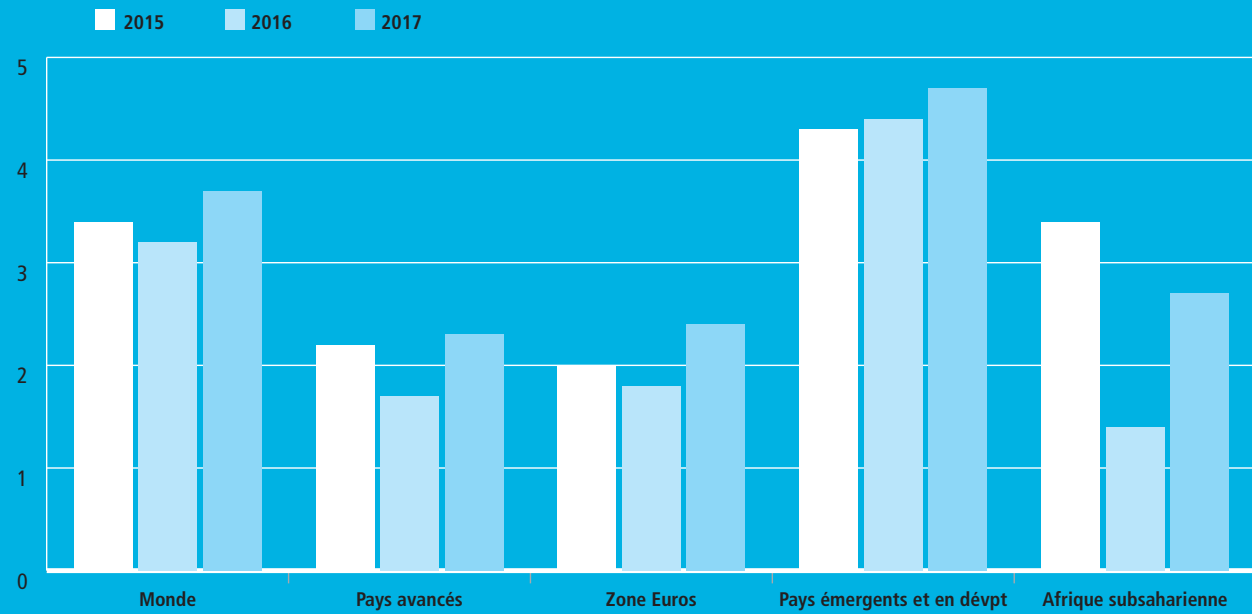
SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

Graphique 1  Evolution de l'activité économique sur la période 2015-2017 (%)



Source : Données du FMI (PEM, janvier 2018).

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL****1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL****2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

Au sein de l'UEMOA, le taux de croissance s'est établi à 6,8% en 2017, contre 6,6% en 2016. L'activité économique a été en hausse dans tous les États membres, portée par une amélioration des performances dans tous les secteurs.

La bonne tenue du secteur primaire est en rapport avec la poursuite des efforts d'investissement consentis dans le cadre de la mise en œuvre des programmes nationaux de développement agricole.

Au niveau du secteur secondaire, l'activité a été favorisée par le dynamisme des BTP, en liaison avec la construction d'infrastructures de base et le développement des investissements dans les industries extractives.

Les performances du secteur tertiaire ont, pour leur part, été stimulées par le commerce, les transports et les communications.

Par pays, le taux de croissance se présente comme suit : Bénin (+5,4%), Burkina Faso (+6,9%), Côte d'Ivoire (+8,1%), Guinée Bissau (+5,9%), Mali (+5,3%), Niger (+5,2%), Sénégal (+6,8%) et Togo (+5,0%).

Le graphique indique que l'activité économique de l'Union se déroule dans un contexte de maîtrise de l'évolution des prix. En effet, le taux d'inflation est ressorti à 0,8%, contre 0,3% en 2016, en liaison avec l'évolution des cours du pétrole et des prix des produits alimentaires dans la plupart des États membres.

Par ailleurs, la zone UEMOA enregistre depuis sept ans des performances économiques encourageantes, supérieures à celles de l'Afrique subsaharienne, comme l'indique le graphique 3 ci-après.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

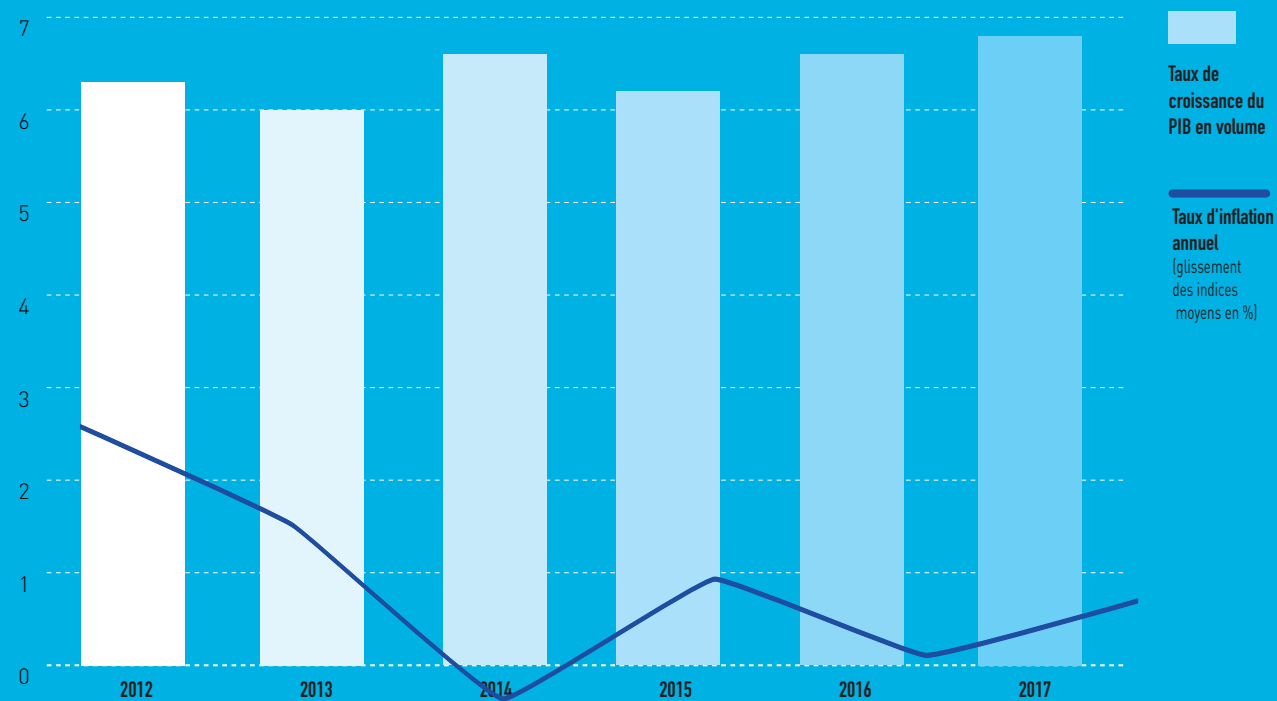
LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Graphique 2

Evolution du taux de croissance et du taux d'inflation de la zone UEMOA sur la période 2012-2017



Source : Commission de l'UEMOA, Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale, décembre 2017.

SOMMAIRE
MESSAGE DU PRÉSIDENT
TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017
FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

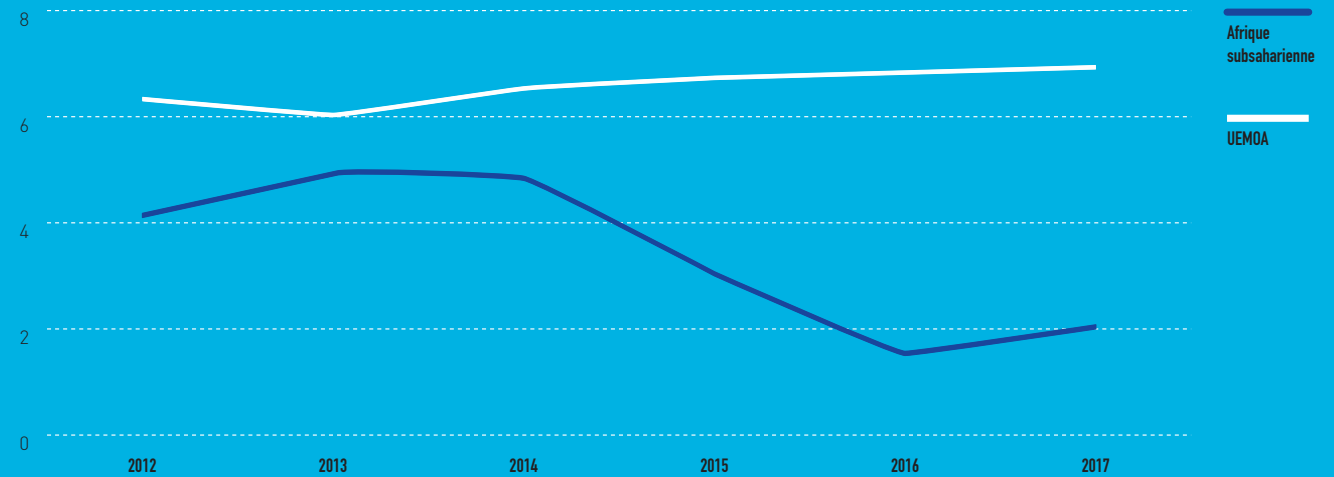
SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

- 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE
**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

Graphique 3 Evolution comparée de la croissance économique de l'UEMOA et de l'Afrique subsaharienne (%)



Source : Commission de l'UEMOA, FMI.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



Aéroport International Dakar
Blaise Diagne à Diass (Sénégal)

2

Réalisations de la BOAD en 2017

En 2017, à travers ses financements, la BOAD a contribué au financement du cycle d'exploitation des entreprises et à la réalisation de nouveaux projets dans des domaines prioritaires tels que le transport et l'énergie, ainsi qu'à accroître les capacités d'offre de produits adaptés aux PME-PMI et à renforcer le financement du logement abordable dans l'Union.

SOMMAIRE
 MESSAGE DU PRÉSIDENT
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
 DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS
 LISTE DES ANNEXES
 ANNEXES

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

Sur l'exercice 2017, le montant total des concours octroyés par la Banque s'élève à 557,6 milliards FCFA, dont 477,9 milliards FCFA sous forme de prêts à moyen et long termes et 71,1 milliards FCFA de financements à court terme.

Selon le secteur, les financements de l'année se répartissent comme suit :

Tableau 1

RÉPARTITION DES APPROBATIONS² (Court, Moyen. et long termes) EN 2017

	Approbations (Mds FCFA)	Nombre d'opérations	% Approbations
SECTEUR NON MARCHAND (a)	173,7	26	31,2
SECTEUR MARCHAND (b = i + ii)	383,9	34	68,8
public marchand (i)	162,8	12	29,2
privé (ii)	221,1	22	39,6
TOTAL (a+b)	557,6	60	100,0

² Y compris les prises de participation

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Les concours directs de l'année, d'un montant de 420,4 milliards FCFA, représentent 75% des approbations. Ils contribueront au financement du cycle d'exploitation des entreprises et à la réalisation de nouveaux projets d'investissement dans des domaines prioritaires tels que le transport et l'énergie.

Le montant des lignes de refinancement s'élève à 128,6 milliards FCFA, soit 23% des financements de l'année. Ces concours visent à accroître les capacités d'offre de produits adaptés aux PME-PMI et à renforcer le financement du logement abordable dans l'Union.

Quatre participations, d'un montant total de 8,6 milliards FCFA, ont par ailleurs été prises. Elles ont concerné la compagnie Air Côte d'Ivoire, la Société Immobilière et d'Aménagement du Bénin, la Banque Outarde au Sénégal, ainsi que la Banque de l'Habitat du Niger.

Les nouveaux financements accordés portent le cumul des engagements nets de la Banque à 4914,8 milliards FCFA au 31 décembre 2017, pour la réalisation de 1 107 opérations.

Les financements en faveur de projets régionaux d'intégration économique s'élèvent à 1527,7 milliards FCFA, pour 333 opérations, soit 31% des engagements à fin décembre 2017.

En ce qui concerne l'arrangement de financement, les diligences menées pour l'ensemble des demandes de levée de fonds ont conduit à la mobilisation effective d'un montant de 129,9 milliards FCFA. Un nouveau mandat, d'un montant de 16,3 milliards FCFA, a été signé en janvier 2017 pour la mobilisation de ressources destinées d'une part à la réhabilitation et la rénovation d'un building administratif et d'autre part à la réhabilitation d'un tronçon de route nationale.

Pour ce qui est de l'activité de conseil financier, un appui est en cours auprès d'un Etat membre, pour la réalisation d'études relatives à la filière de l'anacarde. Pour un autre Etat, les prestations de la Banque visent la mise en concession de la gestion d'un complexe hôtelier.

S'agissant de la préparation de projets, des financements d'un montant de 1,7 milliard FCFA ont été consacrés à la réalisation d'études de faisabilité, ce qui porte le cumul de cette catégorie de concours à 30,6 milliards FCFA, à fin décembre 2017.

Au 31 décembre, les décaissements effectués ressortent à 309,6 milliards FCFA contre 310 milliards FCFA en 2016.

A fin 2017, le cumul des décaissements est de 3082,0 milliards FCFA, ce qui correspond à un taux de décaissement cumulé de 62,7% (décaissements cumulés / engagements cumulés).

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

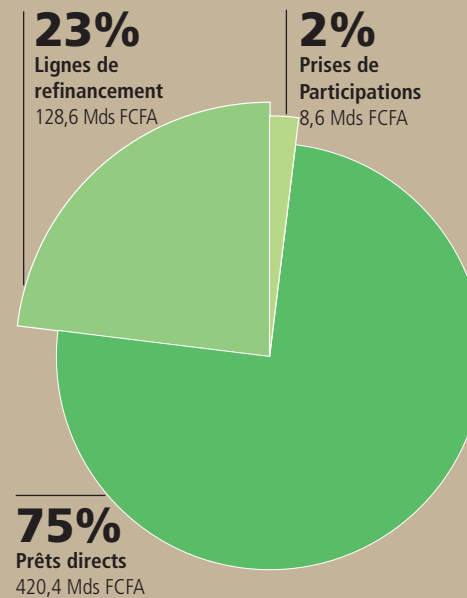
LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

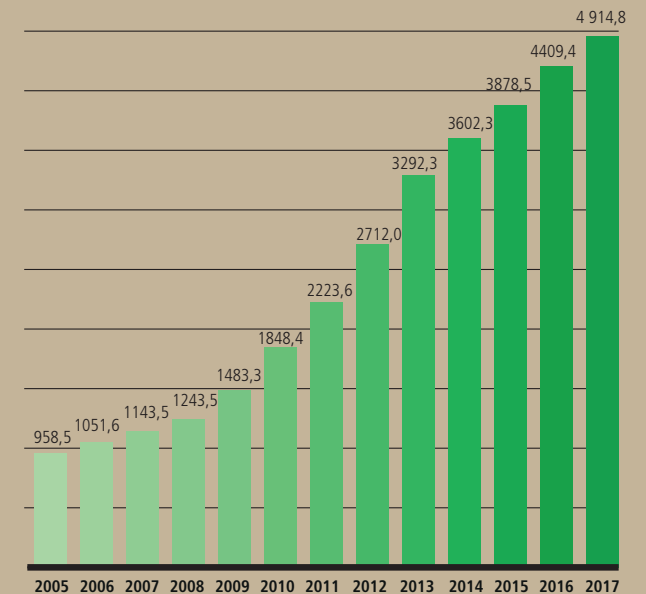
Graphique 4

**RÉPARTITION DES APPROBATIONS PAR TYPE
DE FINANCEMENT EN 2017** (en milliards FCFA)



Graphique 5

**EVOLUTION DES ENGAGEMENTS NETS
CUMULÉS DE LA BOAD** (en milliards FCFA)



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

A l'aune des axes d'intervention du Plan stratégique 2015-2019 de la Banque, les principales réalisations de 2017 peuvent être résumées comme suit.

2.1. ACCELERATION DE L'INTEGRATION REGIONALE PAR UN FINANCEMENT SOUTENU DES INFRASTRUCTURES

Les actions menées en matière d'intégration portent d'une part sur le financement de projets relevant des programmes régionaux, et d'autre part sur le suivi d'activités régionales, en synergie avec les autres institutions communautaires.

A. DEVELOPPEMENT ET INTERCONNEXION D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Dans le domaine des infrastructures de transport, notamment, des concours d'un montant de 71,2 milliards FCFA ont été octroyés à des Etats, pour le développement de projets régionaux de transport au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau et au Togo.

- Dans le sous-secteur du transport routier, les financements mis en place, d'un montant de 41,6 milliards FCFA, permettront d'aménager et de bitumer un linéaire global de 76 km. Ils favoriseront un renforcement de l'intégration régionale, notamment

par l'amélioration de la fluidité du trafic sur des axes communautaires, de même que par un développement des échanges intra-régionaux.

- Dans le sous-secteur aéroportuaire, la Banque a contribué, à hauteur de 29,6 milliards FCFA, à la réhabilitation d'infrastructures, ainsi qu'à la modernisation d'équipements du Port de Bissau et de l'aéroport de San Pedro.

B. DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES D'ENERGIE

En matière d'infrastructures d'énergie électrique, un financement d'un montant de 9,5 milliards FCFA a été consenti pour le renforcement du système d'évacuation du réseau national interconnecté du Burkina Faso. Un des objectifs visés est de contribuer à la sécurisation de l'alimentation en énergie électrique de grandes villes ainsi que de localités secondaires du pays.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

**C. MISE EN ŒUVRE DE STRATEGIES
ET PROGRAMMES REGIONAUX**

Les programmes régionaux qui ont fait l'objet d'un suivi concernent le Programme Economique Régional (PER II 2012-2016), l'Initiative Régionale pour l'Energie Durable (IRED), le Programme de sécurité alimentaire, le Programme Communautaire de Développement (PCD) de la CEDEAO et le Programme indicatif régional (PIR) du 11^{ème} FED.

Au titre du PER II, la Banque a participé à l'atelier de validation du rapport final de la revue à mi-parcours du programme. Ledit atelier s'est tenu du 31 juillet au 4 août 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire). Pour mémoire, les financements de la Banque en faveur des projets du PER II s'élèvent à 241,8 milliards FCFA, dont 240,1 milliards FCFA sous forme de prêts directs, pour 19 projets, et 1,7 milliard FCFA pour la réalisation de quatre études de faisabilité.

Au titre de l'IRED, la Banque a, entre autres, poursuivi la gestion du Fonds de Développement Energie (FDE), de même que l'instruction et le suivi de projets d'énergie financés sur ce Fonds.

Quinze projets d'énergie ont été financés sous forme de prêts par le FDE, depuis 2010, pour un montant global de 239,2 milliards FCFA. Le niveau des décaissements s'élève à 117,2 milliards FCFA, ce qui correspond à un taux de décaissement de 49%. Une subvention de 5,7 milliards FCFA a par ailleurs été accordée à la Commission de l'UEMOA, pour le financement d'actions relevant du Programme régional d'économie d'énergie.

Au titre du programme de sécurité alimentaire, la Banque a convenu, avec la Commission de l'UEMOA, de la bonification des taux d'intérêt applicables à six projets agricoles financés. Les ressources de bonification proviennent d'un appui budgétaire obtenu de l'Etat français.

Au titre du PCD de la CEDEAO, la BOAD a participé à différentes rencontres. Ainsi, du 14 au 18 mars, au siège de la BIDC à Lomé (Togo), elle a contribué à l'animation d'une rencontre sur la structuration des Partenariats Public Privé (PPP) et le recours aux mécanismes de garanties pour le financement des projets prioritaires. La réunion visée avait pour objectif de créer un cadre de concertation entre différents intervenants, sur la structuration des PPP et les garanties, pour les différents projets prioritaires du PCD.

De même, du 10 au 13 avril, une rencontre s'est tenue au siège de la BOAD, pour établir avec l'équipe du PCD de la Commission de la CEDEAO, des évaluations comparatives relatives à la mise en œuvre de projets présélectionnés.

Enfin, en tant que membre du Comité d'organisation de la Table ronde pour le financement des projets prioritaires de la CEDEAO, la Banque a pris part à la première réunion dudit Comité, qui s'est tenue du 27 au 29 novembre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire). La réunion avait pour objectif de faire valider les activités restant à mettre en œuvre, puis de s'accorder sur les stratégies et moyens à développer pour assurer le succès de la Table ronde visualisée sur les prochains mois, à Abidjan.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

ENCADRÉ 1

Revue à mi-parcours du Programme Economique Régional phase II (PER II)

La BOAD a participé à l'atelier de validation du rapport final de la revue à mi-parcours du PER II, tenu du 31 juillet au 04 août 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire). La rencontre a enregistré la participation des membres des Cellules Nationales de Suivi du PER (CNS-PER), celle d'Experts sectoriels des Etats membres, de représentants de la BCEAO, de la BOAD, de la Commission de l'UEMOA, ainsi que celle de Cabinets consultants. Les travaux de l'atelier ont été notamment marqués par des sessions de présentation, des débats en plénière, et des travaux de groupes ; ils ont été suivis de recommandations.

Synthèse du rapport

Il est enregistré un faible taux d'exécution des projets du PER II (32,5%). Ceci tient à plusieurs facteurs, notamment la maturité inégale des projets, la lourdeur des procédures administratives, la faible flexibilité des procédures budgétaires, les déficits dans le pilotage administratif et technique des projets, de même que la faible mobilisation des ressources financières. Le taux moyen de réalisation financière est également faible, soit environ 40%.

Concernant le dispositif de suivi-évaluation, il est considéré comme relativement fonctionnel, avec un score global de 1,97 sur 3,00. De nouveaux indicateurs ont été proposés, selon 3 catégories de résultats : résultats ultimes, résultats intermédiaires et résultats indirects.

Au niveau de l'analyse des performances opérationnelles du PER II, sur la base de critères liés à la pertinence, la cohérence, l'efficacité et l'efficience, le programme enregistre une performance générale jugée « élevée », avec une note de 2,39 sur 3.

Les principales recommandations du Consultant portent notamment sur :

- i) la mise en place d'un Plan d'urgence, pour la création de conditions propres à l'amélioration à court terme des performances du Programme, ii) la mise en place de stratégies de communication et de mobilisation de ressources, iii) le renforcement des capacités du personnel en matière de gestion et de suivi de projets de développement du type PER, iv) l'accélération de la mise en place du fonds fiduciaire multi-donateurs d'appui au financement du PER, v) le lancement du processus d'élaboration du PER III.

Principales observations des participants à l'atelier

Elles ont notamment porté sur :

- la mise en cohérence de l'appréciation globale du Programme avec la situation de son exécution physique et financière ;
- la prise en compte de facteurs d'en-trave à la bonne mise en œuvre des projets du PER, notamment la faible capacité de certaines entreprises à exécuter les marchés ;
- la revue de certains indicateurs de suivi-évaluation, ainsi que celle de certaines cibles, en vue de l'amélioration du dispositif de suivi ;

(à suivre page 25) ►

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

► ENCADRÉ 1 (suite)

- l'élargissement des missions du fonds fiduciaire multi-donateurs en cours de mise en place, avec un accent particulier sur le financement des projets régionaux ;

- la faiblesse des niveaux de mobilisation financière et des taux de décaissement.

Conclusion

Les principales difficultés liées à la mise en œuvre du PER II suggèrent, dans la perspective d'une troisième phase du Programme, la nécessité d'un renforcement du processus d'identification des projets, sur la base du respect des critères de maturité et de priorité.

**la BOAD
a un rôle
important à jouer,
notamment en
matière de
financement
d'études
et de projets
d'investissement
du PER.**

A cet égard, il est nécessaire de mettre en place un appui spécifique en faveur de la maturation des projets à retenir dans le cadre du Programme. De même, un accent particulier devrait être mis sur un renforcement du suivi des actions de mobilisation de ressources auprès des Etats, des institutions et des partenaires financiers. Dans ce cadre, la BOAD a un rôle important à jouer, notamment en matière de financement d'études et de projets d'investissement du PER. Par ailleurs, en sa qualité de Chef de file des bailleurs de fonds du PER II, la BOAD renforcera les actions de promotion et de mobilisation de ressources en faveur des projets du Programme.

Au titre du PIR du 11ème FED, enfin, la Banque a pris part à la 4ème réunion du Comité d'Orientation Stratégique (COS), tenue les 14 et 15 juin 2017 à Bruxelles, en Belgique. Au cours de la conférence, le COS a demandé que soit réalloué, au profit des banques régionales de développement (BIDC et BOAD), le reliquat des fonds du Programme d'appui au renforcement des capacités (PARCI)

de l'UEMOA, en vue d'une consolidation des capacités en matière de financement de projets. A cet effet, une mission diagnostique, qui vise à identifier des domaines d'appuis potentiels, et à élaborer les termes de référence de l'assistance technique de l'UE, est attendue à la BOAD, pour avril 2018.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2.2 SOUTIEN A LA CROISSANCE INCLUSIVE, A LA SECURITE ALIMENTAIRE ET AU DEVELOPPEMENT DURABLE

Au cours de l'année, la Banque a poursuivi, et même renforcé, son action en faveur de la création de conditions d'une croissance économique partagée et durable. Dans ce cadre, les interventions ont particulièrement porté sur l'amélioration d'infrastructures de base, de même que sur une consolidation de la gouvernance environnementale.

A. DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE BASE

Dans le domaine des infrastructures de base, des prêts d'un montant total de 229,1 milliards FCFA ont été octroyés, en vue de développer des aménagements hydroagricoles, des voiries urbaines et routes interurbaines, l'électrification tant urbaine que rurale, la production d'eau potable, de même que la production d'installations relevant de secteurs sociaux (habitat social et éducation).

Au titre des aménagements hydroagricoles, cinq projets ont été approuvés, pour un montant de 44,5 milliards FCFA, en faveur du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo. Ils visent l'aménagement et la réhabilitation d'environ 10 780 ha de terres agricoles, ainsi qu'une production vivrière additionnelle d'environ 162 226 tonnes.

Les investissements qui seront ainsi réalisés permettront de consolider durablement la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté. Ils contribueront, en effet, i) au renforcement des capacités de résilience de l'agriculture face aux changements climatiques, grâce à la vulgarisation de techniques modernes d'irrigation, ii) à une augmentation durable de la production rizicole ainsi que d'autres productions végétales ou animales, iii) à la création d'emplois, de même qu'à la distribution de revenus au profit des ménages ruraux.

En termes de voiries urbaines et de routes inter-urbaines, quatre projets ont été financés, pour un montant de 84,9 milliards FCFA. Ils concernent : i) le bitumage de la route Buba-Catiò phase 3 en Guinée Bissau, ii) l'aménagement de la route Bagaroua-Illéla au Niger, iii) l'entretien périodique des routes Kaffrine-Mbacké et Fatick-Foundiougne au Sénégal, et iv) le Programme d'Entretien Routier 2017-2019 du Burkina Faso.

Environ 194,7 km de route seront réalisés, contribuant au désenclavement ainsi qu'à la facilitation d'échanges économiques et sociaux, tant à des niveaux nationaux qu'à l'échelle sous régionale. Par ailleurs, 344 km de routes feront l'objet d'entretiens périodiques. Les différentes réalisations prévues favoriseront un développement ainsi qu'une plus grande pérennisation du réseau routier, notamment au Burkina Faso et au Sénégal ; elles soutiendront de ce fait la croissance économique.

Au titre de l'électrification urbaine et rurale, deux projets ont été soutenus en Guinée Bissau, pour un montant global de 39,7 milliards FCFA. Ces projets concernent l'électrification de 14 localités, à partir des postes de transformation du réseau d'interconnexion de l'OMVG, de même que la construction de trois centrales solaires photovoltaïques d'une capacité cumulée de 22 MWc.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

L'objectif visé est d'assurer la promotion d'énergies renouvelables et de réduire le coût d'exploitation des systèmes thermiques isolés, par l'augmentation de la part de l'hydro-électricité, ainsi que de la technologie solaire photovoltaïque, dans le mix énergétique du pays.

Les deux opérations visées devraient permettre, entre autres, de i) fournir de l'électricité à 8.244.853 personnes additionnelles, ii) réduire les émissions de gaz à effet de serre de 862.709 tonnes et de iii) créer 16.789 emplois directs ou indirects.

En ce qui concerne l'amélioration de l'accès à l'eau potable, des concours d'un montant de 20 milliards FCFA ont été octroyés en faveur de deux projets de renforcement de systèmes d'alimentation en eau potable, en Côte d'Ivoire et au Mali. L'objectif global est d'assurer, de manière durable, un approvisionnement suffisant en eau potable des populations des villes d'Abidjan et de Bamako.

Au titre des autres secteurs sociaux (habitat social et éducation), la Banque a financé, à hauteur de 40 milliards FCFA, deux projets de grande utilité pour les pays concernés. Il s'agit d'une part de la réalisation de 1 300 logements sociaux dans la commune d'Abomey-Calavi au Bénin, et d'autre part de la construction de 1 350 salles de classe en remplacement d'abris provisoires, au Sénégal. Le projet du Bénin contribuera à une amélioration du cadre de vie de 9 500 personnes relevant de la population à revenus intermédiaires, tandis que celui du Sénégal renforcera la qualité et l'équité en matière d'éducation, dans le pays.

B. DEVELOPPEMENT DURABLE

En matière de gouvernance environnementale et de développement du financement de projets de croissance verte, la mise en œuvre de la stratégie Environnement et Climat 2015-2019 de la Banque s'est poursuivie. Ainsi, une soixantaine de projets financés ont été systématiquement instruits conformément aux normes de sauvegarde environnementale et sociale adoptées. Une douzaine de missions de supervision ont été effectuées dans le cadre des plans de gestion environnementale et sociale (PGES).

La Banque a également engagé diverses diligences visant à accroître son portefeuille de projets Climat susceptibles d'être soumis aux mécanismes financiers de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), en l'occurrence le Fonds d'Adaptation (FA), le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et le Fonds Vert pour le Climat (FVC). Dans ce cadre, un objectif visé est de porter la mobilisation de ressources climat à 50 milliards FCFA par an d'ici 2021.

Les premiers résultats ont été obtenus en 2017, avec la mobilisation de ressources climat sous forme de dons, soit :

- 1,3 milliards FCFA auprès du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), en faveur de la promotion des énergies renouvelables au Togo ;
- 4,9 milliards FCFA auprès du Fonds pour l'Adaptation (FA), en faveur de la promotion d'une agriculture climato-intelligente en Guinée Bissau.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

ENCADRÉ 2

Réunion régionale sur les revues de stratégies de croissance inclusive et Plans Nationaux de Développement (PND).

La BOAD a participé à la réunion régionale sur les revues de stratégies de croissance inclusive et plans nationaux de développement, tenue à Ouagadougou du 08 au 10 novembre.

Ont pris part à cette rencontre des représentants des Etats membres de l'UEMOA, des Organes et Institutions de l'UEMOA (Commissions de l'UEMOA, BCEAO, BOAD, et CREPMF) et de la CEDEAO (Commission de la CEDEAO, BIDC) ; la CEA et le PNUD étaient également représentés.

La rencontre a permis d'échanger sur le financement du développement, et de partager des expériences nationales ou régionales sur la question. De façon spécifique, les échanges ont porté sur : i) les différents mécanismes de financement du développement au niveau des Etats, d'une part et des institutions régionales de financement du développement, d'autre part, ii) les mécanismes de financements innovants et/ou alternatifs, iii) la démarche communautaire pour la promotion des PPP dans l'UEMOA, iv) les stratégies d'intervention de la CEA et vi) le financement du Programme Communautaire de Développement de la CEDEAO.

Selon l'une des principales communications, le contexte actuel de l'UEMOA

reste marqué par l'adoption d'ambitieux plans nationaux de développement, dont l'exécution a généré un accroissement continu des dépenses publiques, dans un environnement caractérisé par une faible mobilisation de ressources, entraînant une aggravation des déficits budgétaires et l'accélération de l'endettement. Il a ainsi été noté la nécessité d'adopter des mesures de politiques efficaces, destinées à mobiliser l'épargne publique et privée, puis à l'orienter vers le financement d'investissements productifs et à impacts.

A l'issue des échanges, les participants ont formulé les recommandations suivantes à l'attention des Etats membres, de la Commission de l'UEMOA, des autres organisations sous régionales, ainsi que des PTFs.

A l'attention des Etats membres de l'UEMOA :

- mettre en place et renforcer les fonds d'études, afin d'assurer la faisabilité des projets des PND/SRP à soumettre au financement ;
- renforcer l'arrimage de la planification et de la programmation financière des PND, afin d'assurer une mise en œuvre effective des projets sur la période couverte par le plan ;
- renforcer la cohérence entre les allocations budgétaires et les priorités nationales définies dans les PND/SRP ;
- renforcer les cadres réglementaires et les capacités en matière de formulation et de négociation des contrats PPP, notamment dans les domaines technique, fiscal et financier ;

A suivre page 29 ►

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

► ENCADRÉ 2 (suite)

- renforcer l'accompagnement du secteur privé national, pour lui faire bénéficier des PPP;
- élargir l'espace budgétaire, à travers la mise en œuvre de la transition fiscale ;

- préserver les intérêts des générations futures dans la mise en œuvre des financements alternatifs ;
- mettre en place un mécanisme de sortie ou de substitution des partenaires investisseurs, par le canal du marché financier ;

renforcer la capacité d'absorption des ressources mobilisées.

A l'attention de la Commission de l'UEMOA et d'autres organes et institutions :

- assurer une synergie régionale, pour rendre effective la mobilisation des fonds des migrants ;

- opérationnaliser le mécanisme de levées conjointes de fonds par plusieurs Etats, sur le marché financier, pour le financement de projets régionaux ;

- renforcer l'accompagnement des collectivités locales dans les stratégies de mobilisation de ressources dans la sous-région ;
- renforcer la collaboration avec le SNU sur les questions de croissance inclusive, notamment dans le cadre du mécanisme de coordination sous régionale de l'Afrique de l'Ouest ;

- examiner la possibilité de faire bonifier les prêts accordés par la BIDC, afin d'assurer la concessionnalité des financements octroyés pour les projets des Etats de l'UEMOA.

D'autres actions ont également été mises en œuvre au cours de l'exercice, en matière d'environnement et de finance climat. On note par exemple la participation de la Banque aux manifestations ou rounds de négociations visés ci-après : i) le processus de reconstitution du 7ème FEM, ii) la 23ème COP sur les changements climatiques, tenue à Bonn en Allemagne, iii) la 13ème COP sur la désertification organisée à Ordos en Chine, iv) des ateliers de formation, avec l'UEMOA et la CEDEAO, sur la finance et les négociations climat, au bénéfice d'Experts des Etats membres, v) la

mise en place de plateformes de collaborations scientifiques, avec des institutions sœurs comme la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CNULD) et le Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU), pour la formulation et la soumission conjointes de projets climat.

Des travaux sont également en cours avec l'AFD, pour développer un outil de classification des projets et en faire ressortir les aspects climat. L'objectif visé est de renforcer

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

l'approche "métier" de la "finance climat", au service des Etats membres.

Parallèlement, le Centre Régional de Collaboration (CRC), structure émanant de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, a apporté un appui sur des dossiers promus par la Banque. Cela a notamment été le cas à travers un soutien à la mobilisation de ressources de la Finance climat, la promotion de mécanismes d'atténuation tels que les projets carbone, de même que l'opérationnalisation du réseau de collaboration Sud-Sud sur le système de Mesure, Notification et Vérification (MNV).

Dans le domaine de la mobilisation de ressources de la finance climat, deux accords de partenariat ont été signés en 2017, respectivement avec Aera Group et Camco Energy.

- i) L'accord avec Aera Group vise la valorisation de 10 millions de crédits carbone dans le portefeuille de projets d'énergies renouvelables de la Banque. A ce sujet, trois (03) projets sont en instruction active, à savoir : le projet de production de 50 MW d'hydroélectricité en Côte d'Ivoire, le projet d'électrification rurale de 62 localités au Togo et le projet de production de 22 MW en Guinée Bissau.
- ii) Quant à l'accord signé avec Camco Energy, il a pour objet la mobilisation de ressources dans le cadre de la préparation de projets d'énergies renouvelables.

Par ailleurs, une collaboration a été établie avec des partenaires tels que la KfW, pour la mise à disposition, au profit de la BOAD, d'une ligne de crédit « Efficacité énergétique – énergies renouvelables ». Une telle ligne viserait le financement de projets d'atténuation, de même que la participation des pays de l'UEMOA à la transition énergétique.

De même, dans le cadre de son rôle de catalyseur régional pour une mise en œuvre de l'Accord de Paris, la BOAD a conclu un partenariat avec le Ministère Fédéral Allemand pour l'Environnement et la Protection de la Nature, pour l'opérationnalisation, entre 2017 et 2019, de l'Alliance Ouest Africaine sur les marchés de carbone et la finance climat. L'objectif visé est de renforcer les capacités des Etats de l'Union dans les négociations internationales sur le climat.

En matière de promotion de mécanismes d'atténuation, le CRC a apporté son assistance à l'approbation de deux Niveaux de Référence Normalisés (NRN), pour faciliter le développement de projets MDP dans le secteur de l'énergie. Il s'agit en l'occurrence du NRN du Togo, dans le secteur des foyers améliorés, et du facteur d'émission réseau électrique, du système d'échange d'énergie électrique ouest africain.

Enfin, le CRC, en collaboration avec le PNUD, poursuit l'opérationnalisation du réseau de collaboration Sud-Sud sur le système de Mesure, Notification et Vérification (MNV) des experts de la CEDEAO, pour lequel 14 pays sont parties prenantes.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

ENCADRÉ 3

La BOAD engagée pour une agriculture climato-intelligente

L'agriculture ouest africaine est principalement pluviale. Elle est ainsi très sensible aux variations de température, ainsi qu'à celles des précipitations. Depuis quelques décennies, la saison des pluies est de plus en plus courte et plus irrégulière, et des phénomènes météorologiques extrêmes (sécheresses ou inondations) nuisent aux récoltes. Selon les prévisions, les changements climatiques pourraient à l'avenir réduire davantage les rendements ; jusqu'à hauteur de 25% d'ici 2050. En outre, l'agriculture et le changement d'affectation des terres (déforestation et utilisation de pesticides liée aux changements de cultures) représentent aujourd'hui 25% des émissions de gaz à effet de serre de la planète.

Conscients de cette situation, les Etats membres de l'UEMOA et leurs partenaires techniques et financiers, réunis à Bamako en juin 2015, s'étaient engagés à œuvrer, en Afrique de l'ouest, pour une agriculture intelligente face au climat. L'agriculture climato-intelligente a pour objet de renforcer la capacité des systèmes agricoles de contribuer à la sécurité alimentaire,

en intégrant le besoin d'adaptation et le potentiel d'atténuation dans les stratégies de développement de l'agriculture durable.

En outre, le secteur de l'agriculture est inscrit, dans les documents de Contributions Déterminées au niveau National validés par les pays, dans le cadre de l'Accord de Paris, comme un secteur prioritaire pour l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques.

**La BOAD, dans
le cadre de
sa Stratégie
Environnement
et Climat 2015-2019,
soutient
l'opérationnalisation
de ces engagements,**

à travers la mobilisation de ressources auprès des mécanismes financiers dédiés à l'environnement et au climat, mécanismes auprès desquels elle est du reste accréditée.

Dans cette optique, la Banque a appuyé le développement de quatre projets de promotion d'une agriculture climato-intelligente par le Fonds pour l'Adaptation. Cela s'est fait en faveur du Niger, de la Guinée Bissau et du Togo ; le quatrième projet est régional et couvre le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Niger, et le Togo.

Les financements des projets du Niger et de la Guinée Bissau ont été déjà approuvés, respectivement pour 9,911 millions USD et 9,979 millions USD. Le projet du Togo et le projet régional sont en instance d'approbation, respectivement pour 10 millions USD et 14 millions USD. L'ensemble de ces financements portera à 43,9 milliards FCFA, les ressources mobilisées uniquement auprès du Fonds pour l'Adaptation. D'autres projets liés à la thématique de l'agriculture climato-intelligente sont en développement auprès des autres mécanismes financiers, notamment le Fonds Vert pour le Climat.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2.3. ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES ET DES ETATS, DEVELOPPEMENT DE L'INGENIERIE DU FINANCEMENT ET DES SERVICES

A. PROMOTION DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE (PPP)

Dans le domaine de la promotion d'opérations en partenariat public privé, l'URDPPP logée à la BOAD a mis en œuvre les principales actions suivantes : i) une participation aux chantiers régionaux, ii) le lancement officiel d'un modèle financier d'évaluation comparative, iii) des sessions de formation visant un renforcement des capacités des acteurs impliqués dans les PPP au niveau des Etats membres, iv) l'instruction et la promotion de projets PPP.

En rapport avec les chantiers régionaux, cette Unité a activement participé, en tant que membre, aux travaux du Groupe de Travail PPP (GT-PPP) organisés par la Commission de l'UEMOA. Elle a également participé aux réunions de concertation, de même qu'aux ateliers d'élaboration et de validation des projets de Stratégie PPP et de Directive communautaire sur les PPP.

S'agissant du lancement officiel du modèle financier d'évaluation comparative, une cérémonie a été organisée le jeudi 07 septembre 2017 à Lomé, au siège de la BOAD. La manifestation a enregistré la participation des huit Responsables de Cellules PPP Nationales, de même

que celle de représentants des institutions ou structures ci-après : la Commission de l'UEMOA, l'Agence Française de Développement (AFD), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), et l'Unité de Préparation et de Développement des Projets d'Infrastructures de la CEDEAO (PPDU). L'outil de modélisation a officiellement été remis aux Etats, par l'entremise des Responsables des Unités nationales PPP.

En ce qui concerne le renforcement de capacités des acteurs impliqués dans les PPP, les experts sectoriels évoluant dans les Cellules PPP nationales ont été formés à la pratique de simulations et d'analyses comparatives basées sur le modèle financier d'évaluation comparative. Au Burkina Faso, par exemple, du 26 au 29 septembre 2017, une soixantaine de cadres de l'Administration ont été formés sur les PPP et l'utilisation de l'outil de modélisation financière.

Il est à noter que les sessions de formation ont notamment permis à l'URDPPP de recueillir des observations et propositions allant dans le sens d'une amélioration du modèle visé.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

ENCADRÉ 4

Un modèle financier d'évaluation comparative en matière de PPP, proposé par l'URDPPP

La justification du recours à un PPP et la mise en place de celui-ci nécessitent au préalable des analyses économiques et financières sur l'impact des risques inhérents à un projet.

Pour ce faire, et afin de proposer un dispositif méthodologique permettant aux administrations des Etats membres de la BOAD de se former aux bonnes pratiques en matière de PPP, l'Unité Régionale de Développement de projets en PPP (logée dans les locaux de la BOAD) a développé, en collaboration avec un Cabinet international, un outil d'aide à la décision. Ledit outil permet à toute personne publique de déterminer s'il est opportun de réaliser son projet en PPP ou non.

Le modèle financier d'évaluation comparative permet de calculer le coût global d'un projet selon qu'il est réalisé en Maitrise d'Ouvrage Publique (MOP) ou en Partenariat Public-Privé (PPP). Il est constitué de deux modules : (i) un module « Business Plan », qui permet de calculer les Valeurs Actuelles Nettes (VAN) des schémas contractuels, à comparer sans prise en compte des risques et (ii) un module « Gestion des Risques », qui valorise et intègre le coût des risques inhérents au projet, selon le secteur concerné.

Le module « Business Plan » nécessite un minimum d'informations, qui peuvent néanmoins être généralement recueillies à partir des études socio-économiques disponibles, notamment : (i) le calendrier de mise en œuvre du projet ; (ii) les coûts de gestion du projet HT pour la personne publique ; (iii) les coûts de conception et de réalisation HT ; (iv) les apports éventuels des Etats en termes de subventions d'investissement HT ; (v) les coûts de coordination de la personne publique ; (vi) le taux de TVA applicable au projet ; (vii) les conditions de financement de la personne publique ; (viii) les conditions de préfinancement ; (ix) les conditions de refinancement ; (x) les coûts d'exploitation et de maintenance ; (xi) les coefficients d'indexation ; (xii) les recettes d'usagers, spécifiquement pour les PPP concédés. Ce module permet de générer les sorties suivantes : (i) les flux d'investissement (TTC) ; (ii) les flux d'exploitation et de maintenance (TTC) ; (iii) les flux associés aux Gros Entretien et Renouvellements-GER (TTC) et (iv) les flux totaux (TTC).

Pour ce qui est du module « Gestion des Risques », il prévoit une grande famille de projets comprenant plusieurs secteurs, notamment : le bâtiment, le

transport, l'aménagement urbain, les systèmes d'information et de communication, la production énergétique, le transport d'énergie, le développement agro-industrie, de même que la production et l'exploitation minière.

Pour chaque catégorie de projets, il est prévu une trentaine de risques inhérents, qui peuvent survenir à toutes les étapes du projet (phase précontractuelle, phase de conception et réalisation, phase d'exploitation et de maintenance).

Afin de déterminer la « VAN risquée » du projet, des lois de probabilités ont été déterminées, et permettent d'illustrer le comportement des différents risques inhérents à chaque catégorie de projets, selon l'option contractuelle (MOP ou PPP). En outre, la répartition du risque entre la personne publique et le privé, de même que la probabilité d'occurrence sont précisées dans le modèle financier.

Somme toute, à l'aide de l'approche Monte Carlo, le modèle financier permet de déterminer la Valeur à Risque du projet, selon le schéma choisi (MOP ou PPP).

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Relativement à l'instruction et à la promotion de projets PPP, sept (07) projets prioritaires du Programme Communautaire de Développement (PCD) de la CEDEAO ont été présentés pour une analyse comparative à partir du modèle financier de l'URDPPP, à la demande de l'Unité de Coordination des projets de la CEDEAO. L'exercice a permis, au regard des informations effectivement disponibles, d'analyser la viabilité financière de quatre (4) projets pour une réalisation en Maîtrise d'Ouvrage Publique (MOP) ou en Partenariat Public Privé (PPP), et de déterminer les conditions financières minimales de rentabilité de ces projets en mode PPP. Les projets concernés sont : (i) le corridor solaire de la CEDEAO, (ii) les tronçons ferroviaires Kaya-Dori-Niamey et Dori-Tambao-Ansongo, (iii) les tronçons ferroviaires Ouangolodougou-Bamako et San Pedro-Bamako, et (iv) la liaison maritime de la CEDEAO dénommée SEALINK.

Par ailleurs, l'URDPPP a organisé en 2017 trois réunions du Comité de Mise en Œuvre et de Suivi (CMOS)³ du projet de parkings gros porteurs situés de part et d'autre de la frontière Togo / Bénin à Sanvee Condji et Hillacondji. Il s'agissait d'échanger sur les orientations et les résultats d'analyses financières découlant du redimensionnement dudit projet.

Il est visualisé l'organisation, au cours du 1^{er} trimestre de 2018, d'un atelier de validation de l'étude d'Avant-Projet Sommaire (APS) relative au projet sous revue. La manifestation fera suite à la prise en compte des différentes recommandations formulées lors des trois der-

nières réunions du CMOS. A l'issue de la validation des conclusions de l'étude, et sous la supervision du CMOS, le Consultant en charge du dossier élaborera les études d'Avant-Projet Détaillé.

**B. SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES
ET A L'EMERGENCE D'ENTREPRISES D'ENVERGURE
REGIONALE**

S'agissant du soutien au développement d'industries et à l'émergence d'entreprises d'envergure régionale, six prêts directs, d'un montant global de 37,9 milliards FCFA, ont été octroyés. Ils portent sur la construction et l'exploitation de 3 hôtels, respectivement au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Niger, sur la construction d'un complexe immobilier commercial et résidentiel au Sénégal, ainsi que sur la consolidation des fonds propres de deux banques en Côte d'Ivoire.

En matière de lignes de refinancement, sept opérations, d'un montant total de 128,6 milliards FCFA, ont été conduites ; six d'entre elles ont concerné des institutions financières soutenues par la BOAD dans le sens d'un accroissement de leurs capacités d'offre de produits adaptés aux PME-PMI. Quant à la septième opération, elle a bénéficié à la CRRH-UEMOA, dans le cadre de la promotion de l'habitat social dans l'UEMOA.

Au titre des prises de participation, quatre opérations ont été enregistrées, pour un montant total de 8,6 milliards FCFA. Ces opérations ont respectivement visé :

³ Le CMOS est constitué de représentants de la Banque, des représentants des Etats et du concessionnaire (DOM TRACO-MIDNIGHT SUN).

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

i) la création de la Banque Outarde au Sénégal, ii) le renforcement des fonds propres de la Banque de l'habitat au Niger, iii) le renforcement du capital de la compagnie Air Côte d'Ivoire, dans le cadre de son plan de développement, et enfin iv) la création d'une Société de Promotion Immobilière et d'Aménagement Urbain chargée de l'exécution d'un programme de construction de 20 000 logements sociaux ou économiques initié par le Gouvernement du Bénin.

En ce qui concerne les opérations de court terme, six concours d'un montant total de 71,1 milliards FCFA, ont été mis en place. Il s'agit de ceux ci-après :

- un prêt de 5,05 milliards FCFA, en faveur de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT), pour le financement de besoins d'exploitation de la CMDT, notamment l'achat de coton graine, le transport, l'égrenage et la commercialisation du coton fibre. L'objectif visé dans cette opération était de contribuer à la production, au titre de la campagne 2016-2017, d'environ 645 000 tonnes de coton graine, correspondant à 271 000 tonnes de fibre de coton ;

- un prêt de 6 milliards FCFA au profit de la CIMAF Burkina Faso, pour l'importation de matières premières (clinker, calcaire et gypse), en vue de la production de ciment. L'opération s'avérait pertinente en vue de l'exploitation de débouchés existant pour l'industrie du ciment ;

- une facilité de 20 milliards FCFA au profit de la SE-NELEC, en vue d'assurer convenablement la fourniture de services énergétiques de qualité et en quantité suffisante ;

- une ligne de 10 milliards FCFA en faveur de CORIS Bank International, pour le refinancement de concours octroyés au titre de la campagne cotonnière au Burkina Faso ;

- la garantie d'une facilité, d'un montant de 25 milliards FCFA, octroyée par la Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire à la Compagnie Ivoirienne d'Electricité, pour le paiement de factures provenant de fournisseurs de gaz ou de producteurs indépendants d'électricité ;

- une contre-garantie, à hauteur de 5 milliards FCFA, dans le cadre d'une facilité octroyée par la Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire à la Société des Energies de Côte d'Ivoire (CI-ENERGIES). L'objectif visé était de sécuriser le règlement par CI-ENERGIES, des achats d'énergie auprès d'AZITO ENERGIE SA.

En matière d'arrangement de financements, les diligences se poursuivent au titre de mandats de levée de fonds en faveur de deux projets : i) AKUO KITA SOLAR, pour l'implantation d'une centrale photovoltaïque de 50 MWc à Kita au Mali, et ii) Ivoire Hydro Energie, pour l'implantation d'une centrale hydro électrique de 44 MW à Singrobo – Ahouaty.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

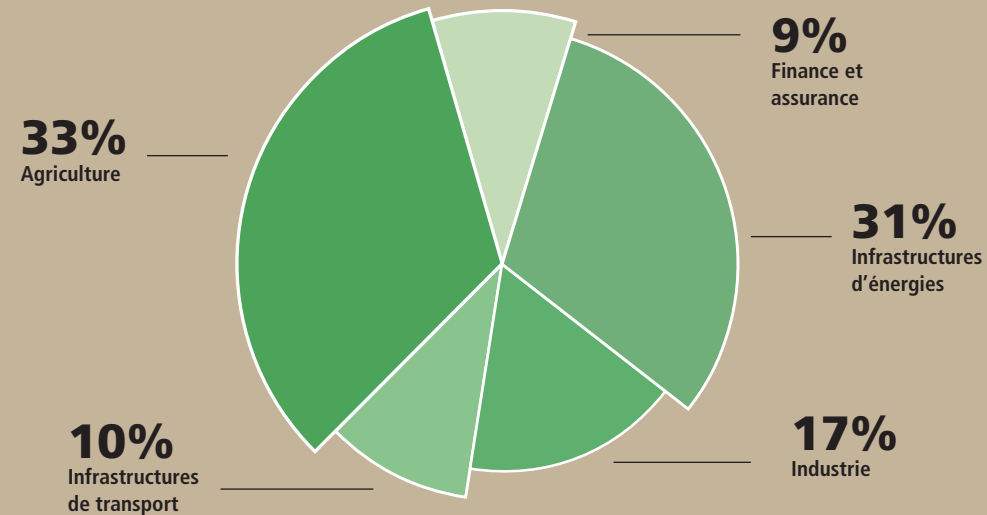
LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Graphique 6

RÉPARTITION PAR DOMAINE DES FINANCEMENTS DE COURT TERME AU 31 DÉCEMBRE 2017 (en %)



**C. OFFRE DE SERVICES ET D'AUTRES PRODUITS AUX
SECTEURS PUBLIC ET PRIVE**

En dehors des activités d'arrangement de financements susvisées, d'autres prestations de même nature ont été réalisées au bénéfice d'Etats membres. A ce titre, il peut être notamment relevé un mandat de 16,3 milliards FCFA, en faveur de l'Etat du Sénégal. Le contrat y afférent a été signé dans le cadre de la mise en place de prêts complémentaires relatifs au finance-

ment de deux projets : celui portant réhabilitation et rénovation du building administratif de Dakar, d'une part et d'autre part un projet visant la réhabilitation du tronçon Dialakoto-Mako, de la route nationale n°7, section Dialakoto-PK 20 (55 km).

Ainsi, pour l'ensemble des mandats de levée de fonds en instruction active, les diligences menées ont permis la mobilisation de ressources pour un montant cumulé de 129,9 milliards FCFA.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Dans le cadre des prestations de Conseil, la Banque avait signé en juin 2016 un mandat avec l'Etat de Guinée Bissau, pour un appui visant la réalisation d'une étude diagnostique de la filière de l'anacarde. Le rapport y relatif est en cours de finalisation.

Par ailleurs, la Banque a poursuivi les diligences relatives aux activités de Conseil en faveur de l'Etat du Niger, pour la mise en concession de la gestion de l'hôtel Gaweye. Les principales diligences menées au cours de l'exercice ont notamment porté sur la supervision des travaux du groupement retenu pour les études, ainsi que sur la finalisation du dossier d'appel d'offres. Les interactions se poursuivent entre la partie nigérienne et l'adjudicataire provisoire de la gestion de l'hôtel, pour mieux préciser les conditions de reprise de l'hôtel, notamment en ce qui concerne le délai de réhabilitation et la prise en charge du plan social. L'aboutissement des discussions se matérialisera par la signature d'un contrat de gestion avec le preneur ciblé.

Finance islamique

La Banque a poursuivi les démarches pour une prochaine opérationnalisation de la fenêtre "Finance islamique" (FI). Les diligences sont principalement menées dans le cadre d'un contrat de services de conseil signé depuis mars 2016 avec ICD, membre du Groupe BID. Pour mémoire, ICD accompagne la BOAD selon une approche clé en mains, qui doit couvrir toutes les activités d'implémentation jusqu'au démarrage des activités de financement.

Au cours de l'exercice, les travaux exécutés sur le projet ont porté sur les volets afférents au système d'information, à la comptabilité, au cadre juridique et au marketing.

Des échanges ont cours avec ICD, dans la perspective de la conduite d'un roadshow visant la levée de fonds. Il s'agira de cerner de plus près le potentiel de ressources susceptibles d'être mobilisées, de même que les possibilités existant pour la BOAD de collaborer en tant qu'agence d'exécution.

La Banque a par ailleurs eu des échanges avec l'Islamic Financial Services Board (IFSB), dans la perspective de son adhésion comme membre de cette institution à compter de 2018. L'institution visée a en charge l'élaboration des normes à observer par les entités de supervision de l'industrie des services liés à la Finance islamique, en vue de la réguler et de garantir sa stabilité.

Autres points

Dans le cadre d'appuis ponctuels à des institutions ou organes publics, ainsi qu'à des agences régionales, la Banque a eu à octroyer des aides financières, pour un montant global de 187,5 millions FCFA. Les contributions mises en œuvre ont soutenu diverses activités : (i) actualisation et vulgarisation d'outils de gestion de marchés publics ou de délégation de services publics, (ii) organisation de conférences internationales ; (iii) élaboration de référentiels d'emplois et de compétences au profit de Services administratifs, (iv) formulation de Plans de développement économique et social, et organisation de tables rondes de bailleurs de fonds, (v) évaluation externe de réseaux d'organisations paysannes et de producteurs agricoles, etc.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2.4. APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE MOBILISATION DE RESSOURCES

Dans le domaine de la mobilisation de ressources, des actions marquantes ont notamment concerné : i) la poursuite de la mobilisation de lignes de crédit auprès de différents partenaires, ii) une deuxième levée de ressources sur le marché international des capitaux, à la faveur du rating « investment grade » obtenu en 2015 et confirmé en 2016 puis en 2017, iii) la mobilisation de ressources concessionnelles internes pour le financement de projets publics non marchands, iv) l'affermissement de la coopération.

A. CONVENTIONS SIGNÉES EN 2017

En ce qui concerne les lignes de crédit mobilisées, quatre conventions ont été signées au cours de l'exercice. Il s'agit de celles ci-après :

- une ligne de crédit obtenue de la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC), d'un montant de 27 millions d'euros et une durée d'un an. Ladite ligne est destinée au financement d'opérations de court terme ;
- une ligne de crédit obtenue de BNP Paribas, d'un montant de 10 millions d'euros et une durée de 14 ans, destinée au refinancement d'un prêt octroyé par la Banque ;
- une ligne de crédit de la KfW, d'un montant de 80 millions d'euros et une durée de 10 ans, destinée au refinancement de PME ;
- une ligne de crédit de la Banque mondiale, d'un montant de 116 millions d'euros et une durée de 30 ans, immédiatement rétrocédée à la CRRH-UEMOA pour le financement de l'habitat social dans l'Union.

B. MOBILISATION DE RESSOURCES SUR LES MARCHÉS DES CAPITAUX

Sur le marché financier international, la Banque a réalisé avec succès son deuxième eurobond. L'opération a permis de lever 850 millions USD, soit 479,3 milliards FCFA, sur une maturité de 10 ans. Elle a suscité une forte demande de la part des investisseurs.

C. MOBILISATION DE RESSOURCES CONCESSIONNELLES INTERNES

La Banque ayant obtenu du Conseil des Ministres, depuis décembre 2015, la mise en place d'un mécanisme de bonification pour ses financements concessionnels, ce mécanisme a été abondé à hauteur de 27 milliards FCFA sur l'exercice.

D. COOPERATION ET PROMOTION DE PARTENARIATS

En relation avec l'Union Européenne, et en collaboration avec les Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO, la BOAD a été intégrée au dispositif du Programme Indicatif Régional (PIR) 10^{ème} FED. Elle pourrait ainsi bénéficier d'une partie du reliquat de ressources disponible dans le cadre du Programme d'Appui pour le Renforcement des Capacités Institutionnelles (PARCI). A ce titre, un mémorandum sur les besoins en renforcement de capacités de la Banque a été transmis à la Commission de l'UEMOA, entité gestionnaire du PARCI-UEMOA.

Par ailleurs, saisissant l'occasion du changement d'approche de l'Union Européenne (UE) pour la mise en œuvre des financements du Fonds Européen de Dévelop-

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

ENCADRÉ 5

2^{ème} émission obligataire de la BOAD sur le marché financier international

Dans une logique de diversification et de sécurisation des sources de refinancement de l'institution, de même que pour une réduction du coût de ses ressources, dans un contexte de marché favorable aux émetteurs de pays émergents, la Banque a réalisé une deuxième émission sur le marché financier international.

Les agences Fitch et Moody's ont été chargées de noter l'émission. Les notes délivrées sont de qualité « investment grade » et conformes à celles que les deux agences avaient respectivement attribuées à la BOAD en 2015, 2016 et 2017, soit respectivement « BBB » avec perspective stable, et « Baa1 » avec perspective stable. Un consortium de quatre banques a été retenu pour accompagner la Banque dans la réalisation de l'opération. L'émission a été lancée le 27 juillet 2017.

A l'issue du pricing, l'opération était trois fois sursouscrite ; un arbitrage a donc été proposé par le syndicat des banques. Les soumissions retenues proviennent des Etats-Unis, d'Europe y compris le Royaume Uni, d'Asie, et du reste du monde.

Les principales caractéristiques de l'opération, comparées à celles de l'émission inaugurale, se présentent comme ci-après :

Caractéristiques	2 ^{ème} émission	1 ^{ère} émission
Montant	850 millions USD	750 millions USD
Prix d'émission	98,074%	98,927%
Rendement	5,25%	5,75%
Taux d'intérêt	5,00%	5,50%
Durée	10 ans	5 ans
Amortissement	in fine	In fine
Echéances / intérêts	semestrielles	Semestrielles
Bourse de cotation	Luxembourg	Luxembourg

La maturité de l'emprunt réalisé permet à la BOAD de se positionner comme une des rares banques de développement en Afrique subsaharienne qui aura émis un emprunt international sur une maturité de 10 ans.

Pour se prémunir contre le risque de change, la Banque a mis en place un swap de devises dès la réalisation de l'eurobond. Les ressources collectées renforcent la capacité d'action de l'institution, au service de l'UEMOA.

pement, la Banque se positionne pour être éligible à la gestion indirecte des financements de l'UE. A cet égard, elle a engagé des diligences visant à se conformer au processus ad hoc d'évaluation connu sous le nom d'« audit des 7 piliers ». Le moment venu, en 2018, cette évaluation sera réalisée par l'un des cabinets agréés en la matière par l'UE.

En outre, la BOAD a introduit des requêtes pour la mobilisation de ressources auprès : i) de la BADEA, en vue de sa participation au financement du mécanisme de bonification existant au sein de la Banque ; ii) du Fonds de l'OPEP,

pour la mise en place d'une ligne de crédit dédiée au refinancement d'opérations de court terme.

Enfin, en juillet, la Banque a procédé à la signature d'un protocole d'accord cadre de coopération avec l'Observatoire du Sahara et du Sahel, d'une part, et d'autre part le Centre Ouest Africain de Services Scientifiques sur le Changement Climatique et l'Utilisation adaptée des terres (WASCAL).

Le mécanisme de bonification des financements concessionnels a été abondé à hauteur de 27 milliards FCFA sur l'exercice.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2.5. MISE EN PHASE DE LA GESTION ET DE LA GOUVERNANCE

A. SECURITE JURIDIQUE DES OPERATIONS

Dans le cadre de la sécurité juridique des opérations, les actions ont notamment porté sur l'adoption de règles, textes de politiques, ou procédures, dans les différents secteurs d'intervention de l'institution, en les alignant sur ceux d'institutions financières internationales de référence. De même, en rapport avec la réglementation en vigueur dans la zone UEMOA, la Banque a procédé à une actualisation de son dispositif de lutte anti-blanchiment et de mesures contre le financement du terrorisme.

B. ACTION MARKETING ET COMMUNICATION

En matière de communication, plusieurs actions ont été initiées en vue de renforcer la visibilité de l'institution. Il s'agit notamment de : i) la mise en ligne d'un nouveau site internet, réaménagé et plus sécurisé, ii) la publication d'articles thématiques dans la presse internationale, iii) la réalisation de reportages télévisés sur des projets financés dans les secteurs des infrastructures (transport et énergie), de l'industrie et de l'agro-alimentaire, iv) l'organisation de Journées Portes Ouvertes et d'Information sur les activités de la Banque.

La communication digitale a été développée, avec l'ouverture de comptes officiels de la Banque sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Youtube), ce qui permet d'accroître la diffusion externe de l'information.

Pour mieux mettre en phase la communication avec le Plan stratégique 2015-2019, et répondre aux exigences

nées de la présence de l'institution sur la scène internationale, des réflexions ont été engagées en vue d'une actualisation de la stratégie de communication et de relations publiques.

Dans le domaine du marketing, la Banque a poursuivi la promotion de ses produits et services, à travers la participation à des salons, foras et autres rencontres thématiques. Dans ce sens, des campagnes publicitaires ont été initiées à partir de supports de communication à haute visibilité. En outre, une actualisation de la stratégie marketing a été engagée, en vue d'une amélioration de l'approche commerciale et de la relation client.

C. RESSOURCES HUMAINES

La Banque a poursuivi les actions engagées dans le cadre de la modernisation de sa politique de gestion des ressources humaines. Ainsi, elle a renforcé la mise en œuvre de son dispositif de fixation d'objectifs et d'évaluation des performances du personnel, de même que les actions de formation individuelles et collectives ciblées, qui visent un renforcement des capacités.

Après avoir enregistré une baisse plus ou moins significative en 2015 et 2016, en raison notamment de départs à la retraite, les effectifs de la Banque se sont de nouveau inscrits à la hausse en 2017.

Ainsi, au 31 décembre 2017, l'effectif global est de 288 agents dont 276 agents au titre de l'effectif opérationnel, 9 agents en détachement et 3 agents en disponibilité.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Tableau 2

EFFECTIF OPÉRATIONNEL DE LA BOAD DE 2015 À 2017

Catégories	Effectif au 31.12.2015	Effectif au 31.12.2016	Effectif au 31.12.2017
PERSONNEL PROFESSIONNEL	153	153	164
PERSONNEL D'APPUI	127	119	112
TOTAL	280	272	276

D. GESTION DU PATRIMOINE, SECURITE DES
PERSONNES ET DES BIENS

Les actions menées à ce niveau ont concerné, entre autres, l'entretien et la maintenance des installations techniques ainsi que des bâtiments du Siège. La Banque a également poursuivi les diligences relatives à la mise en place d'un site de repli à Cotonou, qui pourrait assurer la continuité des activités, en cas d'indisponibilité prolongée de son Siège à Lomé.

Une attention particulière a été accordée à la rationalisation des charges de fonctionnement. Dans ce cadre, l'institution a débuté la mise en œuvre de son programme d'efficacité énergétique, conçu avec l'appui de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable.

Au plan sécuritaire, la Banque s'est attachée à renforcer son dispositif général de sécurité. Les actions suivantes ont notamment été mises en œuvre : i) mise aux normes

du siège en matière de sécurité incendie, ii) renforcement de la sécurité physique du siège, iii) poursuite de l'opérationnalisation du Plan de Continuité des Activités (PCA), iv) établissement d'une coopération technique ainsi que d'un cadre d'échanges d'informations en matière de sécurité, avec les institutions sous régionales.

E. SUIVI-EVALUATION DES OPERATIONS
ET GESTION DU SAVOIR

En matière d'évaluation rétrospective de projets, sur l'année 2017, la Banque a démarré par le Togo, un processus d'évaluation de portefeuilles-pays, avec dix-neuf (19) opérations retenues en collaboration avec les Autorités togolaises pour cette première expérience. Les projets concernés sont répartis dans quatre (04) secteurs d'intervention : (i) le développement rural, (ii) l'énergie, (iii) les infrastructures routières et iv) l'adduction en eau potable.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

L'objectif global de l'évaluation de portefeuilles-pays⁴ est d'apprécier les résultats de développement atteints par la Banque à travers les projets financés par elle. Quant aux objectifs spécifiques, ils sont les suivants : i) analyser la performance des projets financés dans chacun des secteurs concernés ; ii) identifier les facteurs ayant affecté la performance des projets ; et iii) formuler des recommandations relatives aux différentes interventions. Cette évaluation, qui est participative, se réalise dans le cadre de la redevabilité et surtout de l'apprentissage, en éclairant sur des faits et en permettant de tirer des enseignements sur le portefeuille-projets de la Banque. Dans le cas du Togo, l'évaluation porte sur la période courue de 2000 à 2015.

Evaluations d'impacts socio-économiques et thématiques : deux actions majeures ont été conduites. Relativement à l'évaluation thématique sur la « durabilité des projets routiers financés par la BOAD de 2000 à 2012 », un exercice interne de capitalisation a été mené, et la diffusion externe du rapport est en cours. Quant aux évaluations d'impacts socio-économiques, elles ont notamment couvert le projet d'aménagement hydroagricole de M'Bahiakro en Côte d'Ivoire, d'une part et d'autre part le Projet de Développement Agricole de Matam phase 2 extension au Sénégal. Les deux projets relèvent du Programme Spécial de Sécurité Alimentaire.

Suivi-évaluation des résultats de développement : des activités de planification du suivi-évaluation de ces résultats de développement ont été conduites, en vue d'une prise en considération, dès l'instruction des projets, des indicateurs à suivre.

Gestion du savoir : en application de la stratégie de gestion des connaissances adoptée, la Banque a poursuivi le développement de ses outils de veille informationnelle, de visibilité et d'image. Dans ce cadre, elle a maintenu la surveillance des sources d'informations pertinentes et la collecte des savoirs utiles portant sur les centres d'intérêt des structures.

Par ailleurs, la numérisation et l'archivage électronique des documents essentiels tels que les originaux des accords de prêts, les dossiers administratifs du personnel, ont été poursuivis.

F. GOUVERNANCE, SYSTEME DE CONTROLE ET
GESTION DES RISQUES

Au cours de la période, la Banque a consenti des efforts pour un renforcement de sa gouvernance et la modernisation continue de ses outils de gestion.

Audit interne et Contrôle financier : conformément au programme approuvé par le Comité d'Audit, des audits ont été réalisés sur les processus internes et sur les projets en exécution dans les huit (08) Etats membres. Les recommandations formulées permettent de renforcer le système de contrôle interne, la maîtrise des risques et l'amélioration du processus d'exécution des projets.

Toutes les opérations d'acquisition de biens et services, ainsi que de décaissement de fonds, ont fait l'objet de contrôles de conformité et de régularité.

Par ailleurs, les outils d'audit interne ont été régulièrement mis à jour, à la lumière de l'évolution des normes internationales en la matière.

⁴ Se rattache à un ensemble de projets/programmes d'un ou plusieurs secteurs d'intervention au sein d'une même zone géographique.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Comité d'Audit de la Banque : le Comité d'Audit a tenu trois réunions au cours desquelles il a examiné : i) les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2016, de même que le rapport du Commissaire aux Comptes relatif auxdits états, ii) les états financiers intermédiaires au 30 juin et au 30 septembre 2017, iii) la situation du portefeuille au 30 septembre 2017, iv) le programme d'Assurance et d'amélioration Qualité de l'Audit interne, qu'il a approuvé, v) les termes de référence pour le recrutement d'un Commissaire aux Comptes au titre des exercices 2019-2021, vi) le bilan des activités 2017 et le projet de programme d'activités de l'Audit interne au titre de l'exercice 2018, qu'il a approuvé, vii) de même qu'une note relative à l'impact de l'entrée en vigueur, au 1er janvier 2018, de la norme comptable IFRS 9.

Contrôle externe : le Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS (PWC), Commissaire aux comptes, a examiné et certifié sans réserve, les comptes de l'exercice 2016 de la Banque, du FDC et du FDE. Ces comptes ont été approuvés par le Conseil des Ministres. Le Commissaire aux comptes a également procédé à une revue limitée des états financiers intérimaires au 30 juin 2017, conformément à la norme IAS 34 du référentiel comptable IFRS.

Ethique, prévention et lutte contre la fraude et la corruption : la Banque a poursuivi la consolidation du dispositif mis en place et les séances de sensibilisation sur sa politique de lutte contre la fraude et la corruption dans les Etats membres. Dans le cadre du Code d'éthique du Personnel, trois dossiers de conformité ont été instruits au cours de la période.

Contrôle des marchés : le contrôle des marchés s'est poursuivi. Il a concerné aussi bien les marchés financés dans le cadre des opérations de la Banque que les acqui-

sitions internes. Par ailleurs, des sessions de formation ont été organisées, sur les procédures de passation de marchés de la Banque, au profit des acteurs de la chaîne de commande publique de trois Etats membres (Bénin, Burkina Faso et Sénégal).

Gestion axée sur les résultats et les performances : les principaux piliers du système de gestion axée sur les résultats et les performances de la Banque, que sont l'approche budget-programme, l'évaluation des performances, le réseau de tableaux de bord, et la comptabilité analytique de gestion, ont été consolidés au cours de l'exercice.

Le suivi des performances globales de la Banque a été assuré, notamment à travers la production et la communication de notes d'analyse trimestrielle des indicateurs clés de performances (KPI). L'assistance rapprochée des centres budgétaires, à toutes les phases de la gestion budgétaire, a permis une maîtrise progressive de l'approche budget-programme.

A l'instar des années précédentes, l'approche « budget-programme » adoptée en 2010 a inspiré le cadre annuel d'orientation budgétaire. Basée sur une gestion axée sur les résultats et les performances, cette approche a permis de renforcer l'efficacité budgétaire ; elle a également favorisé une plus grande responsabilisation des centres budgétaires.

Par ailleurs, la Banque a poursuivi la mise en œuvre de sa politique de rationalisation des charges d'exploitation adoptée en 2014.

Gestion des risques : la Banque a poursuivi ses activités de gestion des risques de crédit, de marché et risques opérationnels.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

En vue d'une amélioration des pratiques actuelles, une étude a été lancée, dès 2016, avec l'appui d'un cabinet spécialisé. Le Cabinet retenu a livré en 2017 son rapport diagnostic définitif. Il a relevé, entre autres, la nécessité : i) d'une refonte des modèles de notation de portefeuille existant au plan interne, ii) d'un développement de nouveaux modèles, tant pour le "Project Finance" que pour les prises de participations, iii) d'une mise en place, au niveau de la gestion actif-passif (ALM), de différentes lignes défensives (opérationnel, contrôle et audit), de même que d'un système de simulation dynamique.

Par ailleurs, l'indexation de prêts, autorisée depuis octobre 2003 par le Conseil d'Administration, est entrée dans sa phase opérationnelle. Le dispositif visé permet, en cas de non couverture, le transfert, vers certaines catégories de contreparties, du risque de change inhérent aux ressources mobilisées en devises autres que l'euro.

De même, conviendrait-il de souligner qu'avec la complexification croissante de la structure de son bilan, et à l'instar de grandes banques servant de référence, la BOAD a engagé un projet distinct qui vise la mise en place d'un dispositif ad hoc de pilotage financier. Au nombre des évolutions attendues dans le cadre de cet autre projet, il y a une amélioration du monitoring des risques de bilan et hors bilan, d'une part et d'autre part un perfectionnement du reporting associé au contrôle de la gestion financière. La mise en œuvre du projet de pilotage financier comprend deux phases : une phase d'étude diagnostique et une phase d'implémentation. Après la réception définitive du rapport relatif à la phase d'étude, des diligences ont été engagées au titre de la phase d'implémentation du système. Les premières estimations du délai nécessaire à l'aboutisse-

ment de cette deuxième phase suggèrent une durée moyenne de deux ans.

**G. MODERNISATION DU SYSTEME
D'INFORMATION**

Au cours de l'exercice, la Banque a poursuivi la modernisation de son système d'information, avec notamment la finalisation et la mise en exploitation effective du réseau de communication interne entre le Siège et les Missions résidentes (MR) par VSAT. Les MR sont désormais intégrées au réseau d'entreprise, ce qui leur facilite l'accès et l'utilisation des ressources informatiques du Siège (messagerie, autocom, etc.).

Dans le cadre de la mise en œuvre de son progiciel intégré SAP, les principales actions ont notamment porté sur les points ci-après : i) la refonte de la Gestion des Opérations Bancaires (GOB) et sa reprise dans un environnement technologique plus moderne et plus sécurisé, ii) la maintenance et le support des modules MM (Material Management ou Gestion des stocks et des achats), HR (Human Ressources) et FICO (Financial Accounting and Controlling) de SAP, iii) la réalisation de la virtualisation des serveurs.

La Banque a également poursuivi les diligences relatives au maintien de sa certification ISO 27001 (version 2013). Dans ce cadre, elle a engagé la mise en œuvre du plan d'actions issu des audits réalisés en 2016 par l'organisme de certification AFNOR, et en 2017 par le cabinet ATHENA.

Par ailleurs, des travaux sont en cours pour le développement d'un outil informatique de gestion de l'indexation des prêts.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

H. GESTION FINANCIERE

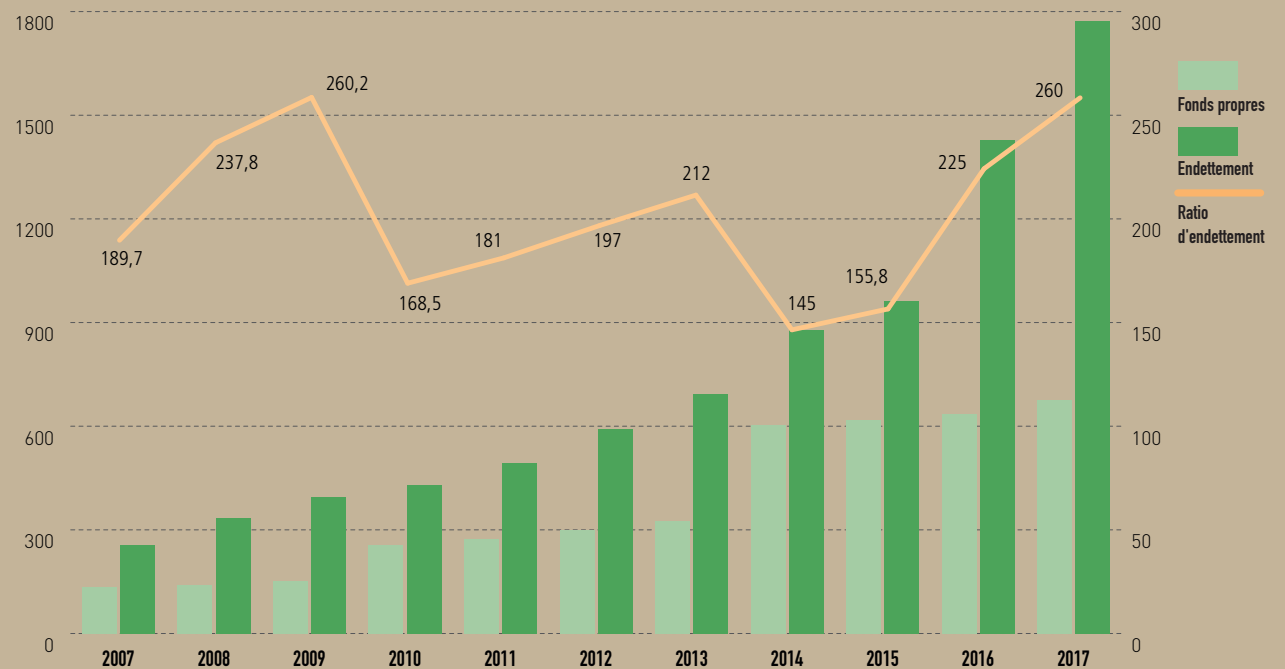
Refonte du système de tarification : conformément à une décision du Conseil d'Administration prise au cours de la session de décembre 2016, le nouveau modèle de tarification de la Banque est entré en vigueur à compter du début du mois de janvier 2017. Pour rappel, la Banque avait lancé en 2013, avec une assistance technique de l'AFD, un projet de refonte de son modèle de tarification.

Les objectifs visés tiennent en un alignement sur les standards de grandes institutions financières internationales, d'une part, et d'autre part en une plus grande flexibilité dans la tarification des opérations, avec à la clé une meilleure compétitivité de l'offre tarifaire de la Banque.

Situation financière : le total du bilan de la Banque est passé de 2 263,3 milliards FCFA au 31 décembre 2016 à 2 653,2 milliards FCFA au 31 décembre 2017 (+17,2%).

Graphique 7

EVOLUTION DES FONDS PROPRES, DE L'ENDETTEMENT (MDS FCFA) ET DU RATIO D'ENDETTEMENT



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

La situation financière de l'institution reste saine et est notamment marquée par une structure financière équilibrée. A fin décembre 2017, les fonds propres représentaient environ 25,5% du total du bilan et le rapport « encours des emprunts / fonds propres » (ratio d'endettement) ressortait à environ 261,89%, pour une norme statutaire de 300%.

Les éléments caractéristiques ci-après marquent notamment l'exploitation :

- une prépondérance des produits des prêts, lesquels constituent l'activité principale de l'institution (77% des produits budgétaires réalisés) ;
- un coût globalement maîtrisé des ressources d'emprunt (5,04% en moyenne, ressources de marché et ressources concessionnelles réunies);
- un niveau de produit net bancaire qui s'établit à 37,4 milliards FCFA au 31 décembre 2017 contre 34,1 milliards FCFA au 31 décembre 2016 ;
- une gestion prudente de la trésorerie, conformément à la politique de liquidité ;
- la poursuite d'une politique prudente de provisionnement, liée à la situation de certains projets marchands.

Le taux brut de dégradation global du portefeuille est ressorti à 2,35% à fin décembre 2017, contre 2,26% à fin 2016. La Banque entend poursuivre ses actions relatives au suivi et à l'amélioration de la qualité du portefeuille.

L'exploitation continue d'enregistrer des résultats positifs, en dépit des pertes de marges "embarquées" depuis plusieurs années, du fait de l'absence de ressources concessionnelles pérennes. Le bénéfice net à fin 2017 ressort à 13,2 milliards FCFA contre 10,5 milliards FCFA au 31 décembre 2016. Le résultat ainsi dégagé vient en renforcement des fonds propres de l'institution.

La Banque continuera de veiller à la maîtrise de ses charges, afin de maintenir une offre de taux attractifs, conformes aux exigences du financement du développement.

Il convient d'indiquer par ailleurs que le ratio d'adéquation des fonds propres s'établit à 22,64% (contre une norme internationale de 8% au minimum). Le niveau des fonds propres reste en adéquation avec celui des risques portés par la Banque. Au demeurant, une étude sur le renforcement des moyens d'intervention de l'institution, à partir d'une consolidation de l'adéquation de ses fonds propres, est en cours. Il est attendu que cette étude aboutisse à des recommandations pratiques susceptibles de permettre à la Banque de consolider davantage sa solvabilité ainsi que la qualité de son crédit.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017**1. TABLEAU D'ENSEMBLE****2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE**

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

ENCADRÉ 6

BILAN À MI-PARCOURS DE L'EXÉCUTION DU PLAN STRATÉGIQUE 2015-2019

Adopté à fin 2014, le deuxième Plan stratégique de la Banque couvre le quinquennat 2015-2019. Il s'inscrit en ligne avec une vision selon laquelle la BOAD devrait chercher à devenir «une banque de développement forte, pour l'intégration et la transformation économiques en Afrique de l'Ouest».

Le Plan est articulé autour de quatre axes stratégiques : (i) accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures ; (ii) soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable ; (iii) accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services ; (iv) approfondissement du processus de mobilisation de ressources.

Ces quatre axes, essentiellement opérationnels, sont soutenus par un axe support, qui porte sur la "mise en phase de la gestion et de la gouvernance".

A fin 2017, soit à la fin de l'année médiane de la période quinquennale couverte, le bilan d'exécution du Plan s'avère globalement satisfaisant. Le taux d'exécution des objectifs financiers ressort à 63% par rapport à la cible

quinquennale tenant à l'activité de financement de projets tant publics que privés. Les réalisations obtenues correspondent par ailleurs à 115% des objectifs correspondant à la période triennale 2015-2017 du Plan.

Les performances inhérentes contribueront à la création de conditions d'une croissance soutenue, durable et inclusive dans les Etats membres.

Quelques résultats plus explicites s'énoncent comme suit :

- une affirmation du rôle de la BOAD comme «bras financier de l'Union» : ceci est obtenu à travers un renforcement du soutien de l'institution aux efforts de développement de ses Etats membres, avec près de 1357 milliards FCFA de nouveaux financements octroyés sur la période ;

- la poursuite d'un appui à l'intégration régionale, avec 25% des concours globaux MLT, correspondant à des financements cumulés de 289 milliards FCFA en faveur de projets régionaux ;

- une intervention plus marquée dans le financement de la croissance inclusive et durable, avec des financements cumulés d'un montant de 475 milliards FCFA, soit 35% des concours cumulés, en vue de développer des aménagements hydroagricoles, des infrastructures de transport, l'électrification tant urbaine que rurale, la production d'eau potable, l'habitat social et l'éducation ;

- une participation encourageante à la gouvernance environnementale et au développement du financement de projets de croissance verte, avec l'accréditation de la Banque à trois Fonds mondiaux (FA, FEM, FVC) et la mise en œuvre en cours de la "Stratégie Environnement et Climat 2015-2019" ;

- une intervention non négligeable dans la structuration d'opérations de financements, avec 825 milliards FCFA de ressources mobilisées au titre des mandats reçus ;

A suivre page 48 ►

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

- 2.1. Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures
- 2.2. Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable
- 2.3. Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services
- 2.4. Approfondissement du processus de mobilisation de ressources
- 2.5. Mise en phase de la gestion et de la gouvernance

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

▶ ENCADRÉ 6 (suite)

- une mobilisation de ressources plus performante, avec des mesures de renforcement de capacité d'endettement d'une part, et l'obtention de rating de qualité investment grade, d'autre part ;

- une révision du modèle économique du guichet concessionnel, lequel est désormais basé sur la mobilisation de ressources de marché, qui sont ensuite bonifiées grâce à un mécanisme de bonification mis en place ;

- une situation financière de l'institution, qui reste forte, du fait notamment de l'amélioration du produit net bancaire, du suivi rigoureux des risques et des actions de rationalisation ainsi que de maîtrise des frais généraux. Le résultat a connu une croissance constante, en se situant à 13,2 Mds FCFA à fin 2017, contre 10,5 Mds à fin 2016, 8,8 Mds à fin 2015 et 8,4 Mds à fin 2014. De même, la qualité du portefeuille de la Banque s'est plutôt consolidée dans le temps, grâce aux efforts de recouvrement des créances. Le taux brut de dégradation global du portefeuille ressort à 2,35% à fin décembre 2017, contre 2,26 % à fin 2016.

Toutefois, des efforts additionnels sont à faire en vue de renforcer l'effet de

levier des financements de l'institution, développer les activités de conseil financier, promouvoir les projets en mode PPP et poursuivre les diligences visant la mise en place d'un guichet dédié à la Finance islamique.

Au cours de la période, les réformes entreprises au plan interne ont permis de renforcer la gestion et la gouvernance, en les alignant davantage sur les standards internationaux.

En conclusion, la poursuite de la mise en œuvre du plan stratégique 2015-2019 permettra de consolider les interventions en faveur de l'émergence des économies de l'Union. Il sera recherché une amélioration des points de vulnérabilité décelés, en vue d'une atteinte, dans les meilleures conditions possibles, des objectifs globaux du Plan stratégique.

AXE STRATÉGIQUE 1

Accélération de
l'intégration régionale par
un financement soutenu
des infrastructures



SOMMAIRE
 MESSAGE DU PRÉSIDENT
 TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
 ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017
 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
 ET SOCIAL**

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE
**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
 DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

**1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
 LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA**

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

**2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
 DU LOGEMENT ABORDABLE**

- 2.1. Les composantes du Projet

**3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
 DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
 LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET**

4. CONCLUSION

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
 LISTE DES ANNEXES
 ANNEXES



LA BOAD ET LE FINANCEMENT DU LOGEMENT SOCIAL

La zone UEMOA, avec ses 110 millions d'habitants, est une région dont la croissance démographique est l'une des plus dynamiques au monde avec un rythme d'urbanisation accélérée posant ainsi d'importants défis pour la satisfaction des besoins de base des populations, notamment en matière de logement social.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA****1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA**

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

**2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE**

- 2.1. Les composantes du Projet

**3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET****4. CONCLUSION**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Depuis quelques années, l'urbanisation connaît une accélération en Afrique. Le phénomène est favorisé, tant par la croissance démographique que par le développement de nouveaux modes de vie et de consommation. Environ 40% des Africains vivent actuellement en ville et ce taux pourrait bien être de l'ordre de 60% à l'horizon 2050.

La tendance de fond susvisée accentue les difficultés de logement, dont le corollaire est la formation de bidonvilles, avec des conditions de logement et de vie précaires. La situation montre que l'urbanisation du continent ne s'accompagne pas d'investissements suffisants dans les infrastructures et autres structures industrielles ou commerciales, ni d'une offre appropriée de logements abordables.

La problématique du logement est au demeurant au centre des préoccupations afférentes à l'agenda de la promotion du développement au plan mondial. Elle est prise en compte au niveau des Objectifs de Développement Durable (ODD), à travers l'ODD 11, qui vise à « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ». Il s'agit notamment, en rapport avec cet objectif, d'assurer d'ici à 2030 un accès de tous à un logement, ainsi qu'à des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et d'assainir les quartiers de taudis.

Au sein de l'UEMOA, les populations, qui pour la plupart vivent avec moins de 1,90 dollar par jour, sont confrontées aux mêmes difficultés et réalités relevées au plan continental. L'accès à un logement abordable et décent y demeure un véritable défi auquel il faut faire face.

La BOAD, bras financier de la sous-région, est préoccupée par ces contraintes et difficultés d'accès des populations au logement. Il convient cependant de reconnaître, qu'en raison de contraintes de ressources, et pour assurer une meilleure concentration des efforts sur le financement de secteurs productifs, la « Déclaration de politique générale » de l'institution excluait, jusqu'en 2009, le secteur immobilier au nombre des domaines d'intervention directs. Depuis lors, un changement est intervenu et des interventions de la BOAD se matérialisent aussi bien à travers des prises de participation au capital de banques d'habitat ou de sociétés de promotion de l'habitat social, que par le biais de concours visant le financement de programmes nationaux de logements sociaux.

Par ailleurs, après plusieurs années d'études et de réflexions menées au niveau régional, de concert avec la BCEAO, le Conseil Régional de

l'Épargne Publique et des Marchés Financiers, et la Commission de l'UEMOA, des textes communautaires, relatifs à la promotion d'un marché hypothécaire et à la titrisation, ont pu être soumis au Conseil des Ministres statutaire, qui les a approuvés en mars 2010. Ces autres diligences soutenues par la BOAD ont, de leur côté, facilité la création, en juillet 2010, de la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA). Celle-ci est une structure de nature privée et coopérative, que la BOAD a promue, et dont la mission est d'offrir, aux établissements de crédit qui en deviennent actionnaires, des ressources longues pour le refinancement de prêts hypothécaires consentis à la clientèle.

C'est dans le même état d'esprit qu'en décembre 2014, la BOAD et la CRRH-UEMOA ont soumis au Conseil des Ministres, qui l'a approuvée, une proposition visant à solliciter la Banque mondiale pour la mise en place d'une ligne de crédit d'appui au financement du logement social. La requête correspondante a diligemment été adressée par le Président du Conseil qui, à l'occasion, a souligné le caractère prioritaire réservé à la promotion de l'habitat social par les Etats de l'Union. Avant de se prononcer sur la recevabilité de cette requête, la Banque mondiale a jugé nécessaire la réalisation d'une étude préalable sur l'état des lieux du financement du logement dans les pays de l'Union.

Le projet Banque mondiale / UEMOA pour le financement du logement "abordable", dont les documents contractuels ont été signés à Washington le 13 octobre 2017, tire une bonne part de sa justification pratique des conclusions de l'étude susvisée. Il convient de préciser que cette étude a été conduite sous la supervision d'un Comité de pilotage régional dont étaient membres des représentants de la BOAD, de la BCEAO et de la Commission de l'UEMOA.

Par ailleurs, les conclusions de cette étude ont été discutées à l'occasion d'un atelier régional de validation organisé le 28 février 2017 au siège de la BOAD à Lomé (Togo).

Cette partie thématique du rapport annuel de la BOAD est articulée autour de trois points : i) les résultats de l'étude sur la situation du logement dans l'UEMOA, ii) la cible et les composantes du projet "financement du logement abordable", iii) les rôles respectifs de la BOAD, de la CRRH-UEMOA et de la Commission de l'UEMOA, dans le financement et la réalisation en cours du Projet.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA****1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA**

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

**2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE**

- 2.1. Les composantes du Projet

**3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET****4. CONCLUSION**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA

La zone UEMOA compte aujourd'hui près de 110 millions d'habitants ; c'est une région dont la croissance démographique est l'une des plus dynamiques au monde. Le rythme d'urbanisation connaît également une accélération, ce qui

pose d'importants défis pour la satisfaction des besoins de base des populations, notamment en matière de logement social⁵.

1.1. LES CARACTÉRISTIQUES DE L'OFFRE DE LOGEMENTS

L'offre de logements est difficilement quantifiable. En effet, environ 80% de la production foncière et immobilière sont issus du secteur informel et de l'auto-construction. Un déficit de l'ordre de 3,5 millions de logements par an est néanmoins estimé pour l'ensemble de la sous-région de l'UEMOA.

sur trois ans en moyenne, sont compris entre 540 (au Togo) et 150.000 logements sociaux (en Côte d'Ivoire ou au Sénégal). Le prix minimum hors taxes d'une maison sur le marché varie entre 7 millions (au Niger) et 11 millions (au Togo).

Depuis les années 1990, un certain nombre de programmes ambitieux⁶ de constructions ont été engagés, qu'il s'agisse de programmes gouvernementaux ou de partenariats public-privés. Les objectifs de construction,

Les programmes immobiliers, bien que visant un large accès des populations au logement social, connaissent des retards dans leur mise en œuvre, et sont pour l'essentiel destinés aux travailleurs du secteur formel (agents de l'Etat ou employés de grandes entreprises).

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE

- 2.1. Les composantes du Projet

3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET

4. CONCLUSION

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

1.2. LE MARCHÉ DU CRÉDIT AU LOGEMENT

Des progrès ont été enregistrés au niveau de l'amélioration du marché du crédit au logement. Le crédit à l'habitat a atteint un montant total de 203,7 milliards FCFA en 2013, contre une moyenne de 80 milliards FCFA par an sur la période 2005-2011.

La CRRH-UEMOA contribue à cette dynamique en mettant à disposition, depuis le début de ses activités opérationnelles (juillet 2012), des ressources à long terme aux prêteurs immobiliers de la sous-région. Le développement du crédit à l'habitat a également été favorisé par la baisse des taux du crédit (de 9,78% en 2005 à 7,44% en 2015, en moyenne régionale), de même que par l'assouplissement de contraintes limitant la distribution de crédits à long terme par les banques (baisse du coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables, de 75% à 50%). Cependant, plusieurs Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) engagés dans le financement de l'habitat font face à des contraintes réglementaires (notamment le ratio de transformation).

Le marché du financement du logement dans l'UEMOA reste très largement sous-développé. La part du crédit à l'habitat dans le total des nouveaux crédits bancaires demeure faible (moins de 2% sur la période 2005-2012 et 2,21% en 2013) ; les durées de crédit sont, quant à elles, peu longues (la moyenne étant de 7 ans dans l'UEMOA). Au demeurant, malgré la baisse de taux d'intérêt reconvenue ci-avant, les taux sont toujours élevés en termes réels.

Le marché est dominé par les banques d'habitat au niveau national. La Banque de l'Habitat du Sénégal est la

plus active en termes de prêts hypothécaires accordés ; elle représente 50% des prêts autorisés en 2014. Par ailleurs, les banques commerciales offrent des produits pour l'habitat, et certaines ont manifesté leur volonté de jouer un plus grand rôle dans le secteur.

Bien que le Sénégal ait le marché du crédit au logement le plus développé de l'UEMOA, il reste bien en-dessous de la majorité des autres pays en Afrique ; **les prêts hypothécaires n'y représentent que 0,07% du PIB contre 22,15% au Cap Vert, par exemple.**

Au plan juridique, l'application effective de l'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et voies d'exécution se heurte à de nombreux obstacles liés notamment au fonctionnement des systèmes judiciaires et à l'introduction de procédures d'exécution extra-judiciaires. En effet, la mise en œuvre des sûretés hypothécaires reste entravée par la longueur des délais inhérents au fonctionnement des tribunaux, par l'utilisation de recours dilatoires par les débiteurs, et par la faible liquidité du marché pour les gages saisis. A cela s'ajoutent les difficultés créées par la règle de l'immunité d'exécution en faveur de l'Etat et des personnes publiques, le manque de personnel dédié aux services de recouvrement, l'absence de maîtrise des procédures, de même que la corruption.

Le secteur de la microfinance

Un petit nombre d'institutions de microfinance proposent à leurs membres des produits de financement du logement. Malgré des ressources d'épargne souvent importantes, ces institutions sont sujettes à des règles

⁵ Un logement social est un logement destiné, à la suite d'une initiative publique ou privée, à des personnes à revenus modestes qui auraient des difficultés à se loger sur le marché privé. Sous un angle complémentaire, le logement social est défini par le prix de l'unité de logement, qui varie de 7,5 millions FCFA au Niger à plus de 20 millions au Togo.

⁶ Le Sénégal et la Côte d'Ivoire ont mis en œuvre les programmes les plus ambitieux, chacun des deux pays ayant planifié la construction de 150 000 logements

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA****1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA**

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

**2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE**

- 2.1. Les composantes du Projet

**3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET****4. CONCLUSION**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

prudentielles très strictes, qui rendent difficile la mise en œuvre de prêts au logement inscrits dans le long terme ; il s'agit principalement du ratio de transformation, qui dans leur cas est de 100%.

Toutefois, certains réseaux de microfinance se sont engagés dans la voie du financement du logement, au-delà des micro-crédits pour les ménages à faibles revenus. C'est le cas au Burkina Faso, où le réseau des Caisses Populaires du Burkina (RCPB), qui domine le marché avec un portefeuille de prêts de 128,44 millions de \$ en 2015 a mis en place un prêt hypothécaire depuis 2008, avec l'aide de l'organisme "Développement International Des-jardins". Le PAMECAS⁷, au Sénégal, offre un produit similaire. En Côte d'Ivoire, le réseau UNACCOPEC⁸ propose des prêts au logement depuis plusieurs années et 8 000 de ses 42 000 emprunteurs réalisent des emprunts liés au logement ; toutefois, ce dernier réseau est en difficulté depuis plusieurs années.

La durée des prêts varie en fonction des pays et des institutions de microfinance. Elle est peu élevée pour le réseau UNACCOPEC : 3 ans en moyenne et jusqu'à 5 ans dans certains cas. Au Mali, le réseau Nyesigiso offre des prêts hypothécaires en partenariat avec le FGHM⁹, pour un montant unitaire maximum de 20 millions FCFA et une durée de 15 ans.

L'accessibilité au logement

La grande majorité des foyers dans l'Union sont exclus du marché du crédit à l'habitat. Des statistiques indiquent que moins de 3% des adultes dans l'espace communau-

taire bénéficiaient de prêts en cours ayant servi à financer l'achat de logements. Seuls 1,2 million de foyers (sur 18 millions dans l'UEMOA) peuvent acquérir une maison dont le prix minimum sur le marché formel varierait de 7 à 11 millions FCFA. Il existe donc une large part de la population dont la demande de logement n'est pas adressée, en particulier celle évoluant dans l'économie informelle. Étendre l'accès au crédit pour le logement est un enjeu majeur.

Nouvelles tendances et innovations possibles

Des innovations ou réformes sont en cours au sein de certains Etats. Elles portent notamment sur la numérisation du cadastre (Côte d'Ivoire) et le renforcement ou la restructuration des banques de l'habitat (Burkina Faso et Côte d'Ivoire). Certains Etats ont mis en place des Fonds de garantie pour l'acquisition de logement, ainsi que des coopératives d'habitat (Sénégal). Ces modes de financement du logement abordable pourraient être étendus à d'autres pays de la sous-région. Le modèle pourrait également être enrichi par l'expérience de la National Cooperative Housing Union (NACHU) du Kenya. Cette expérience peut aussi être une source d'inspiration quant aux rôles possibles des coopératives d'habitat en matière de financement et d'approfondissement du marché.

Enfin, la récente création du Bureau de Crédit (BIC), de même que l'adoption d'un système d'Identification Fiscale Unique (IFU), sont des développements importants au niveau régional ; ils pourront renforcer les capacités du système bancaire et élargir, dans le temps, l'accès au crédit pour le logement.

⁷ Partenariat pour la Mobilisation de l'Épargne et le Crédit Au Sénégal. ⁸ Union Nationale des Coopératives d'Épargne et de Crédit de Côte d'Ivoire. ⁹ Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre
et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement
du logement abordable

2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE

- 2.1. Les composantes du Projet

3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET

4. CONCLUSION

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

1.3. PRINCIPALES CONTRAINTES AFFECTANT L'OFFRE ET LA DEMANDE DE LOGEMENT

Les contraintes sont notamment liées à l'accélération du niveau d'urbanisation, au coût élevé des matériaux de construction, à la difficulté d'obtenir des terrains viabilisés, aux difficultés de financement rencontrées par les promoteurs immobiliers, au niveau élevé d'informalité, à l'insécurité foncière, aux contraintes réglementaires, ainsi qu'au manque de ressources à long terme.

En ce qui concerne le niveau élevé d'informalité dans l'économie, l'étude relève que plus de 76% des emplois dans les capitales de l'UEMOA sont fournis par le secteur informel. Les travailleurs de ce secteur qui souhaitent emprunter et devenir propriétaires se voient refuser l'accès au crédit car ils ne disposent pas de la documentation requise pour souscrire à un prêt auprès d'une banque (contrat de travail, bulletin de salaire, domiciliation bancaire, hypothèque). L'informalité des revenus va souvent de pair avec celle de la propriété, rendant impossible, pour les banques, de prendre des sûretés réelles. Cette demande pourrait être servie par le secteur de la microfinance, qui sait mesurer les revenus des travailleurs informels ainsi que les risques qui y sont associés.

Relativement au problème du foncier dans l'accès au crédit, il ressort que les droits coutumiers restent prédominants et constituent un obstacle à un processus ordonné d'expansion urbaine, lequel suppose la conversion de foncier agricole, l'acquisition de réserves foncières ou d'emprise pour les opérations de promotion ou de développement, le remembrement de parcelles, etc.

La couverture des territoires par les systèmes de conservation foncière et les cadastres reste partielle et limitée par les droits coutumiers persistants, de même que par la tendance à éviter les enregistrements, notamment en raison de leur coût (droits d'enregistrement et autres frais parafiscaux requis). Le caractère précaire et personnel des titres fonciers les rend non-hypothécables. Enfin, l'une des principales causes d'insécurité juridique réside dans les faiblesses opérationnelles des systèmes de conservation, rendus souvent vulnérables par un manque de ressources. Des réformes sont en cours en vue de simplifier les processus d'obtention de titres fonciers et faciliter la formalisation des droits coutumiers.

Le foncier est à la croisée d'enjeux multiples. Le foncier urbain, sous forte pression, a subi une augmentation rapide de ses prix au cours des dernières années. Toutefois, c'est la propriété rurale et l'agriculture familiale qui sont au cœur des débats et des réformes foncières actuelles, dans les pays de l'UEMOA.

Au total, de nombreuses contraintes pèsent sur l'accès au foncier : la nature complexe des régimes fonciers, les coûts élevés et la longueur des procédures d'enregistrement, de même que la difficulté du processus de régularisation des propriétés en zone urbaine. Or, cette insécurité foncière représente un véritable obstacle dans l'accession au crédit des ménages à faibles revenus. En effet, le cadre OHADA lie la prise d'hypothèque à l'existence d'un immeuble immatriculé, et la BCEAO ne permet de tenir compte de la valeur des gages pour les obligations de provisionnement que si le bien fait l'objet

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA****1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA**

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

**2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE**

- 2.1. Les composantes du Projet

**3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET****4. CONCLUSION**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

d'un titre foncier, lequel doit être formellement enregistré dans les conservations foncières. En l'absence de tels titres fonciers formels et définitifs, les banques sont amenées à refuser l'octroi de crédits hypothécaires.

Il existe plusieurs initiatives régionales en matière de régularisation du foncier, au niveau de l'Union Africaine, de la CEDEAO et également de l'UEMOA. Un Plan d'actions de l'UEMOA sur le foncier a été adopté en 2009 et prévoit la création d'un Observatoire régional du foncier en Afrique de l'Ouest, l'ORFAO, dont l'étude de faisabilité a été réalisée en 2013. Toutefois, cet observatoire, qui devait être créé par la Commission de l'UEMOA, avec pour missions l'information, le suivi et la communication autour des questions foncières, n'a pas encore vu le jour.

Pour ce qui est de la réglementation, elle établit qu'une banque ou une institution hypothécaire doit respecter la norme du coefficient de couverture de 50% (emplois à moyen et long terme par ressources stables). Bien que cela soit légitime pour assurer la sécurité et la solidité du système bancaire, il handicape sensiblement l'expansion du financement du logement.

Compte tenu des besoins en matière de logement abordable dans l'UEMOA, il est très important que les banques élargissent leurs activités dans ce domaine. Toutefois, cette perspective soulève le problème de l'adossément des prêts, qui doivent être "abordables" à long terme et à taux fixe.

L'absence de moyens d'adossément conduit les banques à plafonner le nombre de prêts au logement qu'elles octroient et/ou à limiter la durée des prêts, les rendant ainsi moins favorables pour les ménages. Cette situation affecte également l'offre de logement puisqu'il n'existe pas de demande effective suffisamment fiable pouvant inciter les promoteurs à construire.

Les Systèmes Financiers Décentralisés sont également régulés par la BCEAO et soumis à des normes prudentielles plus strictes. En effet, de nouveaux mécanismes de régulation du secteur de la microfinance ont été adoptés entre 2008 et 2012 : une obligation de conformité avec un plus grand nombre de ratios prudentiels, notamment : i) une couverture à 100% des prêts à long terme par des ressources de long terme, ii) une limitation des engagements sur un seul débiteur à 10% et iii) la limitation à 10% du capital, des prêts aux parties liées.

Il convient aussi de noter l'évolution de la régulation de la gestion du crédit : une norme de qualité du portefeuille plus élevée a été adoptée (portefeuille à risque 90 jours¹⁰ limité à 3%) et un plafonnement des taux d'intérêt pour la microfinance, qui est passé de 27% à 24% au début 2014 (contre 15% pour les banques).

Compte tenu du rôle important que pourraient jouer les SFD dans le secteur du financement du logement, et la nature "restrictive" de la réglementation en vigueur, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes leur facilitant l'accès aux ressources de long terme.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA****1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA**

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

**2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE**

- 2.1. Les composantes du Projet

**3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET****4. CONCLUSION**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Enfin, s'agissant du financement des crédits au logement, la disponibilité de ressources longues est le principal défi relevé par les institutions bancaires. Bien qu'il existe quelques sources de financement dans l'UEMOA, celles-ci demeurent inaccessibles pour la majorité des institutions financières. C'est pour répondre à ce problème que la CRRH fut créée en 2010, afin de refinancer les prêts de ses actionnaires, en mobilisant des ressources sur le marché régional.

Bien qu'elle dispose d'un vaste actionnariat, et malgré une baisse progressive de ses taux, la CRRH refinance aujourd'hui un nombre très limité de banques. Celles-ci mettent en cause la lourdeur des restrictions et estiment que les coûts pratiqués par l'institution sont "prohibitifs". De nombreuses banques ont demandé à bonifier leurs taux dans le secteur du logement social et économique.

Par ailleurs, la CRRH refinance uniquement les crédits bancaires adossés à des hypothèques basées sur des titres

fonciers. Or, du fait des difficultés liées à la formalisation de ces titres, les demandeurs de prêt sont souvent dans l'incapacité de fournir leur titre permanent de propriété et de nombreuses institutions se voient obligées de prêter en établissant une « promesse d'hypothèque » (Banque de l'Habitat du Bénin). Bien que les Systèmes Financiers Décentralisés soient règlementés au niveau de la BCEAO, les statuts de la CRRH ne l'autorisaient pas [jusqu'à l'avènement du projet Banque mondiale/UEMOA], à refinancer le secteur de la microfinance.

La CRRH pourrait jouer un rôle plus important dans la promotion du logement social au niveau régional. En effet, les volumes d'hypothèques actuels ne représentent qu'une petite fraction des projets à financer : jusqu'à la fin de l'étude, les hypothèques refinancées par la CRRH ne représentaient que 1,1% des besoins.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE

- 2.1. Les composantes du Projet

3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET

4. CONCLUSION

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

1.4. PROPOSITION D'OPTIONS POUR LE FINANCEMENT DU LOGEMENT ABORDABLE

Dans le cadre de l'étude, plusieurs options alternatives, pour un appui du Groupe de la Banque mondiale, ont été examinées. Un résumé des options évoquées se présente comme suit.

- **Possibilité de mettre en place un fonds ou un programme de garantie**, pour inciter les établissements prêteurs à aller sur le marché-cible. Ce partage de risque permettrait de réduire le coût du crédit. Toutefois, cette solution n'est pas efficace pour des prêts au logement de la microfinance, car de nombreuses variables entrent en jeu.

- **Création d'un MARS (Mortgage Asset Registry System) dans l'UEMOA**. Actuellement, une telle proposition ne peut être mise en œuvre car les conditions concernant l'infrastructure du marché hypothécaire ne sont pas remplies. De plus, les coûts de mise en œuvre seraient supérieurs aux bénéfices.

- **Subventions du côté de l'offre** (exemption de taxes, baisse des coûts des matériaux, etc.) pour faire baisser le prix de vente d'une maison formelle. Il existe des risques que des promoteurs immobiliers tirent profit d'une telle mesure au détriment d'emprunteurs ciblés.

- **Promotion de plans épargne logement**. L'inconvénient est que les travailleurs informels peuvent épargner, mais être dans l'incapacité d'emprunter du fait de la volatilité et de l'irrégularité de leurs revenus.

- **Bonification du taux d'intérêt**. L'inconvénient est que le coût de la subvention peut être important dans le temps, si les taux d'intérêt ou les prix augmentent dans le futur.

- **Création d'un Fonds de liquidité pour le logement abordable au sein de la CRRH**, au profit des banques actionnaires. La CRRH est un des atouts¹¹ dont dispose la région UEMOA. Il s'agit de capitaliser l'expérience et les acquis de ce fournisseur régional de liquidité, en opérationnalisant en son sein une fenêtre pour le financement, sur une base concessionnelle, du logement abordable dans l'UEMOA. Cette fenêtre permettrait d'amorcer et d'appuyer l'expansion du financement du logement abordable dans l'Union. Les banques actionnaires pourraient ainsi améliorer l'offre de crédits, en mettant en place : i) des taux d'intérêt ou des marges d'intermédiation plus attractifs pour les ménages à revenus modestes ; ii) des prêts hypothécaires de plus longues durées, dont l'échéance peut s'aligner avec les émissions de la CRRH.

Il est prévu d'étendre la liquidité aux SFD (sous forme d'un fonds de rehaussement de crédit), en vue de soutenir le financement de logements en faveur des ménages dont les revenus sont informels et irréguliers.

Cette dernière proposition a finalement été retenue par l'étude¹².

¹¹ Les autres atouts de la région sont notamment la mise en œuvre de programmes immobiliers ambitieux, l'appétit des banques nationales et régionales pour élargir le marché du logement abordable et la présence de grands SFD disposant d'un potentiel de développement important pour le financement du logement des populations à revenus informels ou possédant des titres de propriété informels.

¹² A titre d'information, il convient d'indiquer que des options supplémentaires ont par ailleurs été jugées envisageables. Il s'agit par exemple de la promotion du financement de coopératives de logement et le refinancement de prêts adossés à des « promesses d'hypothèques ».

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE

- 2.1. Les composantes du Projet

3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET

4. CONCLUSION

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DU LOGEMENT ABORDABLE

Ce Projet a pour objectif d'élargir l'accès au financement du logement à long terme dans l'UEMOA. Il sera mis en oeuvre sur la base de prêts et d'actions d'assistance technique. Son coût global est de 155 millions USD.

Les bénéficiaires particulièrement ciblés sont les ménages mal desservis par les institutions financières bancaires. Il s'agit en l'occurrence de ménages ou d'individus qui ne peuvent accéder au financement du logement parce que leurs revenus sont irréguliers ou trop bas, compte tenu des maturités actuelles des prêts. Un montant maximum de prêt de 15 millions de FCFA pour les banques, et de 10 millions de FCFA pour les institutions non bancaires, sera retenu pour cibler les bénéficiaires, ce qui correspond

aux prix moyens observés pour les programmes de logements sociaux dans les pays de l'Union.

Le Projet est étroitement aligné sur le thème de l'IDA 18 de la transformation des économies et la création d'emplois pour atteindre les pauvres. La stimulation de la demande de prêts au logement entraînera des investissements plus élevés dans le logement abordable, ce qui aura un fort effet multiplicateur dans l'ensemble de l'économie, compte tenu du nombre de secteurs liés, que ce soit la production de matières premières, le secteur de la construction, les produits finis ou les services financiers. Le financement de l'IDA pourrait entraîner 50 000 prêts hypothécaires supplémentaires sur 5 ans.

2.1. LES COMPOSANTES DU PROJET

Le projet repose sur cinq composantes, à savoir :

- le refinancement des ménages à revenus modestes (petits prêts) via les banques ;
- une fenêtre de refinancement pour les SFD ;

- une assistance technique aux politiques de logements sociaux ;

- une assistance technique pour la fenêtre SFD ;
- la conception d'un produit de garantie régional.

L'architecture globale qui en découle peut être résumée comme suit.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

**1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA**

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

**2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE**

- 2.1. Les composantes du Projet

**3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET**

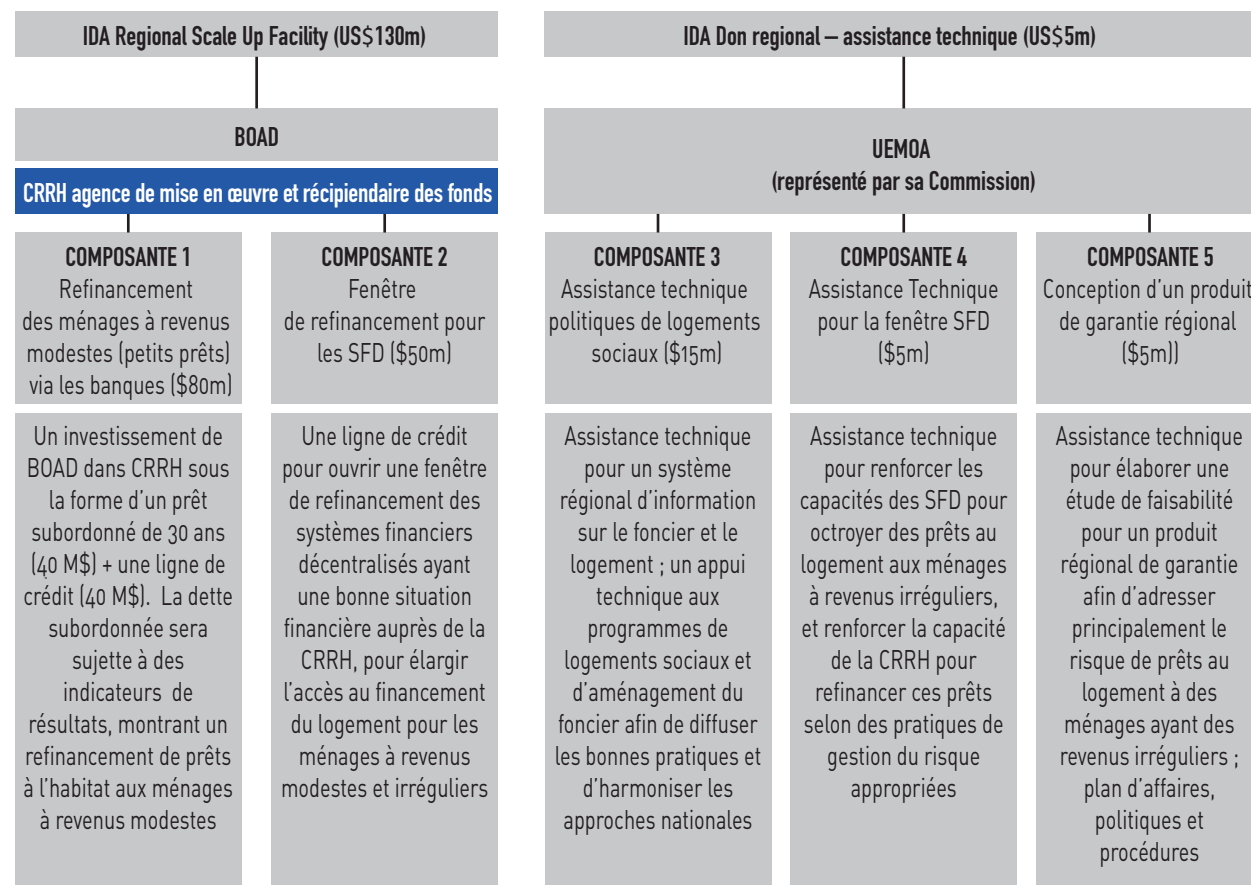
4. CONCLUSION

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

STRUCTURE PROPOSÉE – FINANCEMENT DU LOGEMENT ABORDABLE UEMOA



Composantes 4 et 5 mises en œuvre par la CRRH-UEMOA pour l'UEMOA via un accord subsidiaire avec la Commission

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE

- 2.1. Les composantes du Projet

3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET

4. CONCLUSION

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2.1.1. Composante 1 : refinancement des ménages à
revenus modestes (petits prêts) via les banques

L'objectif visé est d'étendre le marché hypothécaire dans toute la région, en étendant le financement du logement aux ménages mal desservis. Cela sera promu en élargissant la disponibilité du financement à long terme dans le système financier, et en renforçant la capacité de la CRRH-UEMOA qui pourrait dès lors se déployer à une plus grande échelle.

La composante est divisée en une ligne de crédit et un prêt subordonné à la CRRH, par l'intermédiaire de la BOAD. Il est ainsi prévu une allocation de 40 millions de dollars américains, qui augmenteront significativement les fonds propres de la CRRH, lesquels étaient de 21 millions de dollars américains en 2016. Quant à la ligne de crédit, elle permettra une transmission plus directe de la subvention des prix de l'IDA, pour inciter les prêteurs à descendre plus bas en termes de cibles dans le marché du financement de l'habitat.

Aux critères d'éligibilité existants pour la CRRH, en ce qui concerne les prêteurs et les prêts (cf. titres définitifs, assurance, ...), le projet ajoutera de manière spécifique : i) des prêts admissibles, si plafonnés à 15 millions FCFA à l'origine ; ii) des prêts destinés à la construction ou à l'acquisition de logements. Un refinancement de ménages ayant précédemment bénéficié d'un premier prêt hypothécaire ne sera pas autorisé (objectif : primo accédant).

• Volet 1 : Ligne de crédit pour les petits prêts
hypothécaires

Cette sous-composante augmentera le refinancement des petits prêts en fournissant un avantage de prix pour les

prêteurs acceptant de se déplacer vers le bas du marché. En supposant que le taux de l'IDA soit inférieur à 3 % et que le coût des obligations de la CRRH (sans marge) reste inférieur à 6 %, cela donnerait temporairement un avantage de taux d'environ 1,5 %, par rapport aux taux de refinancement du marché, pour des prêteurs acceptant d'octroyer des prêts dans ce segment.

Les prêteurs décideront s'ils conservent une partie de l'avantage de taux, pour compenser des niveaux plus élevés de risque de crédit et de coût d'investissement dans de nouveaux systèmes, ou s'ils retocèdent (totalement ou partiellement) l'avantage de taux aux emprunteurs.

Cette approche est semblable à celle utilisée dans un projet de financement du logement à faible revenu en Inde, qui avait une conception similaire et une structure incitative. L'échéance plus longue du refinancement de la CRRH, autorisée par les fonds de l'IDA (au-delà des 10 années actuelles), offrira une incitation supplémentaire aux institutions financières. Le refinancement subséquent des prêts par la CRRH sera fixé au taux du marché et dépendra du taux auquel les émissions obligataires sont levées.

Les bénéficiaires de ces prêts devraient inclure des ménages solvables de travailleurs indépendants, ou ceux ayant des revenus modestes, qui sont actuellement exclus du marché. Le principal outil de gestion des risques qui serait utilisé par les prêteurs est le débit direct des comptes. Pour aller vers le bas du marché, les prêteurs devront explorer d'autres moyens de faire souscrire les prêts et gérer les risques, en investissant dans des systèmes informatiques, la formation du personnel et l'infrastructure de crédit. L'incitation à des taux d'intérêt réduits, que permettra la ligne de crédit, les aidera à atteindre cet objectif et offrira aux prêteurs

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE

- 2.1. Les composantes du Projet

3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET

4. CONCLUSION

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

des compensations pour les risques supplémentaires auquel ils seront confrontés.

• **Volet 2 : Dette subordonnée dans le capital de la CRRH**

Cette sous-composante vise à renforcer le bilan de la CRRH-UEMOA, lui permettant ainsi de croître et d'exploiter d'autres ressources grâce au marché obligataire. Le soutien supplémentaire au capital de base de la CRRH garantira qu'elle soit capable de prendre plus d'actifs sans avoir de contraintes de capital. Cela facilitera l'augmentation de l'encours des obligations, lesquelles pourront potentiellement être levées à des taux légèrement inférieurs. On estime que le coût de financement de la CRRH sur le marché obligataire pourrait être inférieur de 0,25% avec le soutien de l'IDA (le coût des obligations de 2016 était de 5,85%).

La dette subordonnée remplira également deux autres fonctions essentielles.

Premièrement, cela fournira des mesures d'atténuation de risques par rapport à la composante 2. Sur la base de celle-ci, en effet, des institutions financières non bancaires auront accès au refinancement, sans avoir à prendre une participation comme les banques. La dette subordonnée fournira ainsi une sûreté supplémentaire, qui sera importante pour les investisseurs obligataires, certains de ceux-ci pouvant craindre l'impact du refinancement aux institutions de microfinance sur le profil de risque de la CRRH.

Deuxièmement, en investissant le produit de la dette subordonnée, la CRRH obtiendra un rendement de ces fonds, ce qui alimentera partiellement un fonds de couverture du risque de change, car le prêt IDA est versé en Euro.

2.1.2. **Composante 2 : Fenêtre de refinancement pour les SFD**

Les 70 à 80% de la population de l'UEMOA, qui travaillent dans le secteur informel, sont peu ou pas desservis par le système bancaire traditionnel ; ils le sont un peu mieux par les institutions de microfinance et les grands réseaux coopératifs. Ceux-ci servent 17 millions de clients, soit environ deux fois plus que les banques. Certains de ces réseaux sont financièrement sains et les plus importants sont supervisés par la BCEAO.

La principale contrainte à la croissance de ce segment est l'obligation, pour les SFD, d'équilibrer totalement la maturité des prêts à long terme avec celle de leurs ressources de financement, ce qui est plus strict que dans le cas des banques.

Dans le cadre du Projet, la CRRH étendra le refinancement aux prêts immobiliers accordés par les institutions de microfinance et les coopératives en bonne situation financière. L'objectif est d'atteindre les ménages travaillant dans le secteur informel, en fournissant des prêts de tailles et de durées plus adéquates. Les établissements éligibles devront néanmoins démontrer leur solidité financière, de même que leur expériences préalables en matière de financement du logement ; ils répondront également à des exigences minimum de ratios prudentiels.

Les critères d'éligibilité, pour les prêts au logement à refinancer, refléteront les objectifs de développement. Tout d'abord, les montants de prêts devraient être significativement supérieurs à ceux des microcrédits, sans amener les prêteurs dans un segment trop risqué, avec un montant maximal de 10 millions de FCFA (16 000 dollars US), ainsi qu'une échéance minimale de 3 ans et une échéance maximale de 10 ans.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE

- 2.1. Les composantes du Projet

3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET

4. CONCLUSION

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Deuxièmement, l'accent sera mis sur la construction formelle. Les prêteurs devraient être en mesure de surveiller la qualité de la construction, et de l'assistance technique pourra être fournie à cette fin. La construction sur des terrains ayant un titre formel sera priorisée et l'obtention de permis de construire encouragée.

Troisièmement, des normes de crédit prudentes seront établies, notamment en ce qui concerne les prêts aux clients existants et les prêts aux ménages du secteur informel. En l'absence de titre enregistré, une documentation démontrerait néanmoins la sécurité du titre.

La garantie de la CRRH sera différente du modèle actuellement utilisé avec les banques. À l'heure actuelle, la CRRH fonctionne comme une coopérative et ne prête qu'à ses actionnaires. Ce modèle n'est pas applicable à cette fenêtre de refinancement, car les institutions de microfinance ne sont pas autorisées, par la réglementation, à prendre des participations dans le capital des institutions financières. Ainsi, les fonds de l'IDA prêtés à la BOAD et injectés dans la dette subordonnée combleront l'écart. Des règles spécifiques d'intervention pour les SFD devront être définies en conséquence par la CRRH.

2.1.3. Composante 3 : Assistance technique aux politiques de logements sociaux

En dépit de développements encourageants, le marché du logement a donc pris du retard par rapport à l'urbanisation des 15 à 20 dernières années. Une grande partie de l'immobilier n'a pas accès aux services urbains de base et est constituée de matériaux temporaires.

Les promoteurs privés n'ont pas comblé l'écart créé par le déclin des entreprises publiques. Le marché des

développeurs est petit et surtout inaccessible à la majorité de la population. Peu de développeurs locaux ont de l'expérience et ils n'offrent qu'une capacité de production de moyenne voire de petite taille. Plus récemment, de grands développeurs étrangers ont commencé à s'implanter dans l'UEMOA.

Au cours des 5 dernières années, le logement est devenu une priorité nationale pour les gouvernements ; ceux-ci ont ainsi annoncé des programmes nationaux de logement social visant à améliorer l'accès à la propriété, avec des objectifs ambitieux de plus de 280 000 logements sociaux sur 4-5 ans. Les programmes qui en résultent bénéficient de subventions, par exemple la mobilisation de terres, le financement du budget national et des exonérations fiscales. Plusieurs opérations sont par ailleurs à un stade avancé de préparation, ou en cours de réalisation. Toutefois, de nombreuses contraintes rencontrées dans les expériences passées n'ont pas encore été réglées ; il s'agit notamment de celles-ci-après :

- manque de diagnostic complet sur le logement.
- manque d'expériences des acteurs impliqués dans la coordination des grands programmes de logement social.
- capacité insuffisante du secteur privé à produire à grande échelle ; le secteur privé local est encore à l'émergence ;
- production foncière fortement limitée, dans les villes, à toutes les étapes de la chaîne (réglementation longue et coûteuse dans l'administration des terres, longue résolution des conflits, entretien des terrains imprévisible et planification urbaine inefficace).

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA****1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA**

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

**2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE**

- 2.1. Les composantes du Projet

**3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET****4. CONCLUSION**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

La composante sous revue renforcera les capacités à long terme. Elle contribuera à une amélioration des instruments de politique foncière et de logement (instruments institutionnels, financiers et réglementaires), permettant ainsi de soutenir le développement d'un marché du logement abordable.

Afin de bien se coordonner avec les activités de financement du logement, la composante cherchera à accroître la production de logements, tant par le marché des promoteurs, que par l'auto-construction. Ses activités contribueront également à renforcer le dialogue avec les gouvernements nationaux. En rapport avec les programmes de logement social et la gestion du foncier, les activités attendues pourraient même préparer le terrain pour d'autres formes de soutiens à venir de la Banque mondiale en faveur des pays de l'UEMOA.

• **Volet 1 : Conduire un travail analytique, pour des politiques nationales du logement solides et pour une meilleure connaissance du secteur**

Le volet sous revu établira un système régional d'information sur le foncier et le logement. Quant audit système, il visera la fourniture d'informations utiles aux gouvernements, en vue de la préparation, du suivi et de l'évaluation des politiques nationales de logement ; il sera également bénéfique pour le secteur privé.

La dimension régionale favorisera une économie d'échelle et consolidera les compétences techniques. Une étude de faisabilité sera menée pour déterminer le modèle de conception et de financement. Le système devrait être mis en place dans un centre de recherche existant. L'équipement physique sera également financé et des

manuels seront préparés pour mettre en place des indicateurs pertinents dans les pays et renforcer les méthodologies de collecte de données. Les activités du volet appuieront par ailleurs la collecte et l'analyse de données, en vue de la préparation d'un premier ensemble de rapports nationaux. Sur la base des données à collecter, des ateliers seront organisés pour aider les gouvernements à définir leurs visions et stratégies pour les politiques nationales.

• **Volet 2 : Des services de conseils aux programmes nationaux de logement social**

Des services de conseil seront fournis pour appuyer les programmes nationaux de logement social ; ils viseront une accélération, dans chaque pays, du rythme de production de logements abordables dans la période de réalisation du projet. Le soutien prévu sera fourni aux gouvernements nationaux de même qu'à leurs agences impliquées dans la mise en œuvre des programmes. Les services de conseil seront adaptés à chaque pays en fonction de ses besoins particuliers ; ils couvriront notamment l'ingénierie financière, la conception de projets et la gestion de projets. En tout état de cause, l'un des principaux objectifs à viser sera de réduire le fardeau des opérations foncières pour les budgets nationaux ; ce qui permettrait d'accélérer la livraison des infrastructures interurbaines.

Une coordination plus forte des différentes tâches et interventions, avec des outils avancés de planification et de communication, contribuera à augmenter le rendement des opérations foncières. L'intervention régionale permettra le regroupement de services de conseil pour différents pays dans des contrats uniques, ce qui sera plus attrayant pour des entreprises internationales.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE

- 2.1. Les composantes du Projet

3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET

4. CONCLUSION

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

• Volet 3 : Réduire les contraintes d'accès au foncier

Cette sous-composante financera des études de faisabilité orientées vers l'adoption d'instruments d'administration foncière ou d'aménagement foncier susceptibles d'avoir un impact transformationnel dans le secteur. Quant aux études de faisabilité visées, elles seront menées pour des opérations pilotes ayant un potentiel de répliquabilité tant dans le même pays que dans d'autres pays de l'UEMOA.

Par le biais d'appels à propositions gérés par la Commission de l'UEMOA et un Comité de pilotage ad hoc, les pays seront invités à soumettre des propositions visant la conduite de telles études de faisabilité. Plusieurs sujets seront particulièrement pertinents au regard des contraintes sur le marché : (i) normes de planification urbaine et de construction, (ii) banques foncières et promoteurs de gros, (iii) instruments de financement foncier, et (iv) titres fonciers.

• Volet 4: Renforcement des capacités

De part sa nature même, un projet régional favorise les économies d'échelle, notamment pour le renforcement des capacités et les activités d'échange de connaissances. Cette sous-composante créera plusieurs opportunités pour les acteurs publics et privés, pour renforcer leurs capacités en rapport aux sous-composantes 1, 2 et 3 susvisées. La sous-composante comprendra une série d'ateliers pour la diffusion des études et de leurs conclusions, de même que des programmes de formation, qui aideront les acteurs publics et privés à mieux se positionner dans leurs rôles respectifs.

Le programme de renforcement des capacités comprendra :

- i) des formations en faveur des urbanistes / architectes / arpenteurs-géomètres, à mettre en place, au niveau

régional, par le biais de partenariats avec des établissements universitaires ;

- ii) des ateliers pour l'apprentissage par les pairs, de même que des échanges de connaissances pour certaines compétences basées sur la demande ;
- iii) des voyages d'études, pour des fonctionnaires.

Une collaboration avec Shelter Afrique est envisagée pour mettre en place un programme de formation pour les promoteurs immobiliers.

2.1.4. Composante 4 : Assistance technique pour la
fenêtre SFD

L'objectif de cette composante sera d'aider les SFD à accéder à la fenêtre de refinancement disponible auprès de la CRRH.

La composante financera visera ainsi :

- i) les services de conseil requis pour l'établissement de cette fenêtre (élaboration d'un cadre de gestion des risques, procédures et contrats légaux pour les contrats de refinancement avec les SFD) ;
- ii) des activités de renforcement des capacités de la CRRH pour lui permettre de gérer les risques nouveaux, et pour permettre aux SFD de satisfaire aux critères d'éligibilité d'accès à la fenêtre.

Des activités d'échanges de connaissance pourraient également être financées, afin de permettre à la CRRH et aux SFD d'apprendre des leçons d'autres pays qui ont dû adapter leurs processus de crédit et de gestion des risques au financement du logement au niveau du secteur informel (par exemple l'Inde).

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE

- 2.1. Les composantes du Projet

3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET

4. CONCLUSION

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

La CRRH renforcera également la capacité des banques et des SFD en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux. Enfin, une assistance technique peut être fournie pour aider les SFD à surveiller la qualité de la construction en cas d'auto-construction.

2.1.5. Composante 5 : Conception d'un produit régional de garantie des prêts au logement

Pour élargir le marché du financement du logement aux ménages travaillant dans le secteur informel, le projet financera une étude de faisabilité dédiée à la conception d'un produit de garantie au niveau régional. Différentes approches peuvent être envisagées :

i) un système de partage des risques protégeant en partie les prêteurs primaires lorsqu'ils fournissent des prêts aux populations ciblées ; ce schéma pourrait agir en synergie avec les fonds de garantie qui existent dans certains pays

(Sénégal), en particulier en tant que réassureur des fonds nationaux ;

ii) un produit de couverture de la dette émise par les SFD, pour le financement de prêts à long terme au logement ;

iii) une assurance couvrant temporairement les prêteurs, le temps que les titres fonciers deviennent définitifs.

Outre l'étude de faisabilité susvisée, la composante financera un plan d'affaires, un modèle financier, de même que l'élaboration des règles et procédures nécessaires pour lancer le produit de garantie ; elle couvrira par ailleurs des programmes de formation en faveur des institutions financières.

Somme toute, le coût prévisionnel des différentes composantes susvisées se présente comme suit.

COMPOSANTES DU PROJET	COÛT DU PROJET (M \$US)		
	Global	IDA SUF	DON
Refinancement de petits prêts hypothécaires via les banques	79,675	79,675	
Fenêtre de refinancement pour les institutions financières non bancaires	50	50	
Assistance technique pour les politiques de logement social	15		15
Assistance technique pour la fenêtre de refinancement non bancaire	5		5
Conception d'un produit régional de garantie pour les prêts au logement	5		5
Cout Total	154,675		
Frais initiaux (0,25% de l'IDA SUF) - du premier décaissement	0.325	0.325	
Financement total	155	130	25

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE

- 2.1. Les composantes du Projet

3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET

4. CONCLUSION

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET

Le schéma présenté ci-avant, au sujet de l'architecture globale du projet, annonçait quelques aspects des rôles respectifs que jouent, ou joueront, la BOAD, la Commission de l'UEMOA et la CRRH-UEMOA, dans le financement et la réalisation du projet.

Le financement du Projet est réalisé à travers un prêt ainsi qu'un don subsidiaire mis en place par la Banque mondiale.

Pour des exigences tenant notamment à la nature privée de la CRRH-UEMOA, la BOAD a dû se constituer contrepartie de la Banque mondiale en ce qui concerne le prêt. Les ressources mobilisées par la BOAD (116 M d'euros), ont ensuite été retrocédées à la CRRH-UEMOA. Pour cette retrocession, la Banque

a appliqué les mêmes conditions financières que celles obtenues de la Banque mondiale, sous réserve d'une commission symbolique destinée à la couverture des frais administratifs. En se portant ainsi contrepartie de la Banque mondiale dans le cadre de l'opération, la BOAD consentait à une réduction, à due concurrence, de sa marge globale d'endettement disponible pour le déploiement de ses interventions directes.

A contrario, étant une institution financière qui mène des activités de "banque" à côté de celles à caractère "concessionnel", la BOAD n'était pas éligible pour accueillir le don de l'IDA. Le choix, pour ce faire, s'est ainsi porté sur la Commission de l'UEMOA. Celle-ci gèrera le don en concertation avec la BOAD, la CRRH et d'autres instances, notamment la BCEAO.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA****1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA**

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

**2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE**

- 2.1. Les composantes du Projet

**3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET****4. CONCLUSION**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Un Comité de Pilotage comprenant la BOAD, la BCEAO, la Commission de l'UEMOA et la CRRH est, du reste, créé dans le cadre du dispositif de suivi des composantes à financer par le don de l'IDA. Des points focaux techniques seront également nommés par chaque Etat membre, pour appuyer la Commission de l'UEMOA dans la mise en œuvre des activités relevant de l'assistance technique aux politiques du logement abordable.

En ce qui concerne plus précisément la CRRH-UEMOA, elle sera en définitive la cheville ouvrière dans la mise en œuvre du Projet. Elle gèrera les ressources de la

ligne de crédit et mettra en œuvre un certain nombre d'activités attendues dans le cadre des composantes couvertes par l'assistance technique. Ce faisant, elle gèrera entre autres du refinancement non bancaire, de même que la conception du produit régional de garantie des prêts au logement.

Il convient de rappeler que, pour sa part, la Commission de l'UEMOA mettra en œuvre l'assistance technique relative aux politiques du logement abordable. Ainsi, le Projet dispose de deux agences d'exécution régionales, à savoir la CRRH-UEMOA d'une part et d'autre part la Commission de l'UEMOA.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA****1. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉTUDE SUR L'ÉTAT DES
LIEUX DU LOGEMENT ABORDABLE DANS L'UEMOA**

- 1.1. Les caractéristiques de l'offre de logements
- 1.2. Le marché du crédit au logement
- 1.3. Principales contraintes affectant l'offre et la demande de logement
- 1.4. Proposition d'options pour le financement du logement abordable

**2. LE PROJET RÉGIONAL DE SOUTIEN AU FINANCEMENT
DU LOGEMENT ABORDABLE**

- 2.1. Les composantes du Projet

**3. RÔLES RESPECTIFS DE LA BOAD, DE LA COMMISSION
DE L'UEMOA ET DE LA CRRH-UEMOA DANS
LE FINANCEMENT ET LA RÉALISATION DU PROJET****4. CONCLUSION**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

4. CONCLUSION

Dans le cadre de ses activités, la BOAD a fortement contribué à l'identification puis à la mise en place du projet Banque mondiale / UEMOA visant un développement du financement du logement abordable dans l'Union.

Il s'agit d'un projet structurant, puisqu'il lui est attaché un objectif d'environ 50.000 prêts hypothécaires supplémentaires, sur 5 ans. Ce projet ne pourra toutefois apporter qu'une part des réponses requises en matière de logement. En effet, pour l'UEMOA, le déficit en matière de logements a été évalué, il y a deux ans, à environ 3,5 millions, avec un besoin de production nouvelle estimé à 2000 logements par jour.

Toutefois, au-delà du nombre de prêts et logements que le projet engendrera directement, il est également attendu qu'il contribue à une amélioration sensible du savoir-faire régional en matière d'ingénierie de soutien technique et financier aux programmes nationaux de logement.

LISTE DES ANNEXES

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

SECTION UN

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX

RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE

**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA****ANNEXE 1 : Présentation de la BOAD et de son organigramme au 31.12.2017****ANNEXE 2 : Organes délibérants de la BOAD au 31.12.2017****ANNEXE 3 : Principaux actes des Organes délibérants de la BOAD au cours de
l'exercice 2017****ANNEXE 4 : Liste des financements approuvés par la BOAD au cours de
l'année 2017****ANNEXE 5 : Profil des projets financés au cours de l'année 2017****ANNEXE 6 : Liste des accords/contrats de prêts, garantie d'emprunts
obligataires, prises de participation, arrangements et emprunts
signés en 2017****ANNEXE 7 : Liste de projets régionaux financés par la Banque****ANNEXE 8 : Evolution des flux nets de ressources par pays au 31.12.2017****ANNEXE 9 : Répartition des engagements nets cumulés au 31.12.2017****ANNEXE 10 : Répartition des décaissements nets cumulés au 31.12.2017****ANNEXE 11 : Gouvernance de la BOAD****ANNEXE 12 : Personnel de la BOAD par collège, genre, processus et activité au
31.12.2017****ANNEXE 13 : Situation financière de la Banque au 31.12.2017****ANNEXE 14 : Principaux indicateurs macro-économiques de l'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

SOMMAIRE
MESSAGE DU PRÉSIDENT
TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2017
FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

SECTION UN
**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

SECTION DEUX
RÉALISATION DE LA BOAD EN 2017

THEME DE L'ANNÉE
**LA BOAD ET LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT SOCIAL DANS L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
LISTE DES ANNEXES
ANNEXES

ANNEXES
www.rapportannuel2017-boad.org

BOAD

68 av. de la Libération, BP 1172 Lomé, Togo
Tél.: +228 22 21 59 06 • Fax: +228 22 21 52 67

www.boad.org



BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT